

LE MONDE
DIMANCHE
de l'été

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

4,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 1,00 dir. ; Tunisie, 200 m. ;
Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique,
25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;
Danemark, 6,40 kr. ; Espagne, 60 pes. ; Grèce, 200 dr. ;
Irlande, 1,00 £ ; Liban, 250 p. ; Luxembourg, 27 f. ;
Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 200 esc. ;
Suisse, 1,00 f. ; Tchécoslovaquie, 200 Kčs ;
Yugoslavie, 200 din. ;
Tous les abonnements sont en francs
A. RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. Paris 01 53 57 12
C.C.P. 6907 22 PARIS
Tél. 246-72-23

L'assassinat du général Dalla Chiesa

Serviteur de l'État

Ce que les Brigades rouges et d'autres organisations terroristes italiennes n'avaient pu mener à bien au cours d'années d'une lutte sans merci, une autre forme de terrorisme, plus ancienne et plus expérimentée, il est vrai, l'a réalisé en quelques mois : tuer l'homme qui symbolisait la lutte de l'État contre la subversion ou les féodalités armées.

Il est certes trop tôt, en l'état actuel de l'enquête sur le double assassinat de Palerme, pour affirmer de façon catégorique que les meurtriers du général Dalla Chiesa, de sa femme et de son garde du corps appartenaient bel et bien à la Mafia, comme différents signes le laissent croire aux policiers. De même s'interroge-t-on sur le fait que la responsabilité de l'attentat ait été revendiquée par le « parti de la guérilla », dont la naissance avait été annoncée par un détenu membre des Brigades rouges durant le procès des assassins d'Albino Moro, en avril dernier à Rome.

Cette revendication n'est d'ailleurs nullement incompatible avec une responsabilité de la Mafia dans l'assassinat même des victimes. On a peine à croire toutefois que la puissante organisation sicilienne, poursuivant de tout autres fins, lie son sort durablement à un terrorisme politique qu'elle avait jusqu'alors empêché de s'implanter dans l'île : les « mafiosi » n'ont rien de commun avec des idéalistes dévoyés, et furent toujours du côté du conservatisme le plus vigilant.

Au-delà des responsabilités précises dans cette sanglante affaire, c'est évidemment à un symbole que se sont attachés les tueurs et leurs éventuels commanditaires. D'abord celui de la lutte anti-terroriste, menée par le général dans le nord du pays avec un succès sinon total, du moins incontestable.

Mais le général Dalla Chiesa était aussi, par sa personnalité et ses origines familiales et géographiques, par le profil de sa carrière, l'archétype de ces grands serviteurs de l'État souvent issus, comme lui, de l'Italie du Nord, et marqués par leurs traditions de rigueur, d'intégrité, de dévouement au bien public.

Son nom vient s'ajouter à la longue liste des fonctionnaires italiens — soldats, policiers, magistrats — qui, avec de nombreux hommes politiques, ont payé de leur vie leur engagement au service de la démocratie. Il est d'ailleurs remarquable que l'État italien, dont on dénonce souvent et non sans raison — la déliquescence, ou les compromissions, continue en même temps de disposer de serviteurs de cette qualité, et tout simplement de ce courage. Tout comme la presse de la péninsule, qui a, elle aussi, payé, sans se laisser intimider, dans ses condamnations du terrorisme, son tribut sanglant à la lutte commune.

Le « défi mortel lancé par la Mafia à l'État démocratique », selon les mots du président du conseil, M. Spadolini, a été un « niveau absolument intolérable », a déclaré le président Pertini. Ce défi n'est certes pas nouveau. Avec le redoutable Moro, surnommé le « préfet de fer », le fascisme, usant de moyens auxquels le régime libéral ne peut évidemment recourir, n'avait pu en venir à bout tant les complicités et protections, aux niveaux les plus élevés du monde politique, étaient nombreuses et efficaces.

L'Italie, aux prises avec de nouveaux fléaux, ne risque pas d'oublier Palerme. Des hommes comme le général Dalla Chiesa interdisent, en tout cas, qu'on se gausse d'un État qui, si faible soit-il, n'est pas abandonné par ses serviteurs.

La police italienne paraît certaine de la culpabilité de la Mafia

L'annonce de l'assassinat du général Dalla Chiesa et de sa femme, vendredi soir 3 septembre à Palerme (Sicile), a provoqué une intense émotion en Italie. Coordonnateur de la lutte anti-terroriste depuis 1978, le général avait été chargé, au printemps dernier, de diriger les opérations contre la Mafia.

L'état actuel de l'enquête ne permet pas encore de déterminer formellement si c'est bien l'organisation sicilienne qui est l'auteur de l'attentat, dont la responsabilité a été revendiquée par le « parti de la guérilla ». Mais la police paraît certaine de la culpabilité de la Mafia.

De notre correspondant

Rome. — C'est en plein centre de Palerme, vers 21 h 30, que la voiture du général Dalla Chiesa, conduite par sa femme, a été prise sous le feu croisé d'agresseurs circulant en motocyclette et à bord de deux automobiles. Le policier, qui suivait dans un autre véhicule, n'a pas eu le temps d'intervenir : il était samedi matin dans un état de coma profond.

Le général, qui dans un ultime geste a essayé de protéger sa femme de son corps lorsque les agresseurs ont commencé à tirer, a été tué sur le coup. Sa femme est décédée quelques minutes plus tard, à l'hôpital. Elle était venue chercher son mari à la préfecture et ils rentraient à leur résidence de Villa Pajola, à environ 1 kilomètre de la Via Iddoro-Carlini, où se lie l'attentat.

Selon les témoins, les agresseurs en moto, qui suivaient les deux voitures, dont aucune n'était blindée, ont commencé à ouvrir le feu dès qu'ils se sont trouvés à la hauteur de l'automobile du général. De l'autre côté de la rue, partait également une fusillade. Une quarantaine de douilles ont été retrouvées sur les lieux. Les agresseurs ont utilisé des armes automatiques, dont un AK-47 de fabrication soviétique. Toute la scène s'est déroulée en moins de trente secondes.

Une des voitures et la moto de forte cylindrée utilisées par les agresseurs ont été retrouvées en flammes à quelques kilomètres. A 22 h 30, un appel à un journal de Messine revendiquait la responsabilité de l'attentat au nom d'un « parti de la guérilla ». Pour la police, cependant, ce double assassinat en est sûrement l'œuvre de la Mafia. La plus troublante, dans cette affaire, est la faible protection dont disposait le général.

A peine la nouvelle était-elle connue que régnait à la présidence du conseil une fébrilité comparable à celle qui avait suivi l'enlèvement de M. Moro. M. Spadolini a réuni ses plus proches collaborateurs et devant se rendre ce samedi à Palerme, le président de la République rentrait pour sa part de route urgente à Rome.

Que la Mafia ou les terroristes en soient l'auteur, l'assassinat de M. Dalla Chiesa est un nouveau défi à l'État démocratique. Pour les Italiens, sa mort est aussi

l'effondrement d'un espoir. L'homme incarnait, en effet, la lutte contre toutes les délinquances organisées. Depuis qu'il avait été nommé préfet de Palerme, le 3 avril, la Mafia savait qu'elle avait en face d'elle un adversaire de taille, irréductible. Sa femme et lui-même auront été les cent deuxièmes et cent troisièmes victimes de l'organisation sicilienne depuis le début de l'année, qui viennent s'ajouter à la longue liste des personnalités officielles (hauts fonctionnaires et hommes politiques) assassinées par la Mafia ces dernières années.

Le général Dalla Chiesa, homme du Nord né à Salusso et élevé dans les principes rigides d'une famille militaire, avait justement commencé sa carrière en Sicile comme commandant d'une brigade spéciale chargée de la lutte contre la Mafia.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 3.)

L'assemblée générale du F.M.I. et de la Banque mondiale

Les pays du tiers-monde évoquent la menace d'effondrement des échanges et du système financier international

L'assemblée générale du Fonds monétaire et de la Banque mondiale s'ouvrira, lundi 6 septembre à Toronto, dans une atmosphère assombrie par la faillite, de fait, de plusieurs des pays du tiers-monde, et en premier lieu du Mexique.

Les ministres de l'économie et des finances des cinq (Etats-Unis, France, R.F.A., Grande-Bretagne, Japon) ont tenu, vendredi soir à Toronto, leur traditionnelle et « secrète » réunion préliminaire de travail à l'occasion d'un dîner. Le secrétaire américain au Trésor, M. Regan, a proposé à ses partenaires la création auprès du F.M.I. d'une nouvelle facilité d'emprunt destinée à porter aide aux cas les plus urgents risquant de déstabiliser le système bancaire international.

Les ministres des finances des pays en voie de développement ont de leur côté affirmé vendredi que « l'ensemble du système international, commercial et financier, pourrait s'effondrer » si des mesures ne sont pas prises pour « renverser » les « tendances défavorables » actuelles.

L'élément « majeur » du programme de redressement qu'ils souhaitent voir formuler, « devrait être un effort concerté de la part des pays industrialisés pour raviver leurs économies, éliminer les barrières protectionnistes au commerce mondial, réduire leurs dépenses militaires et rediriger les ressources ainsi dégagées vers l'aide aux pays en développement ».

Un climat de faillite

Il n'y a pas longtemps que les ministres des finances, les gouverneurs des banques centrales et les nombreux banquiers privés qui ont l'habitude d'assister à l'assemblée générale du Fonds monétaire et de la Banque mondiale trouvaient anormalement dans cette réunion une source de réconfort. Les discours officiels et les confidences des experts abondaient en idées rassurantes et en projets prometteurs.

Les sombres prévisions de quelques prophètes de malheur qui annonçaient sans vergogne que le système d'endettement dans lequel on s'engageait finirait nécessairement

par PAUL FABRA

mal, leur apparaissent irréelles, au vu des analyses « sérieuses » fondées sur des modèles savants. Casandra était ignorée ou facilement ridiculisée par les économistes du Fonds capables d'extrapoler les statistiques sur de longues périodes et de présenter des plans de plus en plus sophistiqués destinés à assurer les passages difficiles.

Tout à tour on a présenté comme autant de planches de salut l'émission des droits de tirage spéciaux (destinés à se substituer à l'or), le

recyclage indéfini des surplus de l'OPEP, la diversification des monnaies de réserve (afin de « soulager le fardeau » du dollar).

Il est vrai que depuis l'abandon d'un cours fixe pour le dollar en 1973 (généralisation des taux de change flottants) et la création du « serpent » européen puis du S.M.E. (1978), le Fonds monétaire a pratiquement cessé de jouer un rôle dans la gestion des grandes monnaies, à l'exception de quelques opérations de sauvetage, comme celle de la livre sterling en 1976.

(Lire la suite page 12.)

L'AFFAIRE DU GAZODUC

Les Européens cherchent une réponse commune aux sanctions américaines

Les quatre pays européens dont des sociétés ont été frappées ou sont menacées de sanctions américaines pour avoir brisé l'embargo technologique décrété par Washington à l'encontre de l'U.R.S.S. ont commencé d'étudier diverses mesures de compromis.

Réunis, le 3 septembre à Londres, des hauts fonctionnaires britanniques, français, ouest-allemands et italiens ont envisagé diverses options pour parvenir à la levée des sanctions américaines.

Le ministre britannique des affaires étrangères a fait savoir que les quatre pays souhaitaient s'entretenir rapidement avec l'administration Reagan de cette querelle transatlantique, mais qu'aucune décision ferme n'avait été prise.

Une réunion groupant les ministres des affaires étrangères de Grande-Bretagne, de France, de République fédérale d'Allemagne et d'Italie est envisagée, le jeudi 9 septembre, à Copenhague.

Cette « affaire » de gazoduc a mis en lumière la dépendance technologique de la France dans ce domaine.

Un gouvernement socialiste ne pouvait réver plus belle épreuve que celle qui lui impose l'admission américaine à propos de gazoduc euro-sibérien. Comme si le président Reagan avait voulu justifier d'un seul trait toutes les

critiques que porte depuis des années le P.S. au système capitaliste et à l'impérialisme américain.

Rarement en effet l'impérialisme américain a été plus flagrant. Le vice-président Bush de s'en est nullement caché lorsqu'il disait à l'adresse des Européens : « Désolé, les États-Unis sont les dirigeants du monde libre et sous ce gouvernement [de M. Reagan] nous recommencerons à agir comme tel ».

Qu'importe que le libre échange, le respect des engagements contractuels — traduction du libéralisme sur le plan du commerce international — dont se réclament pourtant les Américains — soient bafoués. La Maison Blanche a décrété pour l'Europe — et contre son avis — où réside l'intérêt occidental.

Le rôle des multinationales, ces sociétés soi-disant apatrides qui promettent usines et trésoreries au gré du profit maximum, est aussi apparu pour le moins ambigu.

Ainsi pour Dresser France, Voilà une filiale à 100 % de Dresser Industries, société spécialisée notamment dans le traitement des hydrocarbures et les équipements miniers, qui est installée dans plus de cent pays et a réalisé à l'étranger 42 % de ses 4,2 milliards de chiffre d'affaires en 1981.

Lorsque le 18 juin le président Reagan a étendu son embargo technologique aux filiales des compagnies américaines et aux sociétés étrangères sous licence américaine, la firme s'est immédiatement exécutée. Elle en a l'habitude : depuis 1948 le dépar-

tements du commerce l'a empêchée à plusieurs reprises de vendre des équipements (notamment une usine de liquéfaction de gaz) à l'Union soviétique.

(Lire la suite page 11.)

L'inquiétante dépendance technologique de la France

par BRUNO DETHOMAS

Un gouvernement socialiste ne pouvait réver plus belle épreuve que celle qui lui impose l'admission américaine à propos de gazoduc euro-sibérien. Comme si le président Reagan avait voulu justifier d'un seul trait toutes les

critiques que porte depuis des années le P.S. au système capitaliste et à l'impérialisme américain.

Rarement en effet l'impérialisme américain a été plus flagrant. Le vice-président Bush de s'en est nullement caché lorsqu'il disait à l'adresse des Européens : « Désolé, les États-Unis sont les dirigeants du monde libre et sous ce gouvernement [de M. Reagan] nous recommencerons à agir comme tel ».

Qu'importe que le libre échange, le respect des engagements contractuels — traduction du libéralisme sur le plan du commerce international — dont se réclament pourtant les Américains — soient bafoués. La Maison Blanche a décrété pour l'Europe — et contre son avis — où réside l'intérêt occidental.

Le rôle des multinationales, ces sociétés soi-disant apatrides qui promettent usines et trésoreries au gré du profit maximum, est aussi apparu pour le moins ambigu.

Ainsi pour Dresser France, Voilà une filiale à 100 % de Dresser Industries, société spécialisée notamment dans le traitement des hydrocarbures et les équipements miniers, qui est installée dans plus de cent pays et a réalisé à l'étranger 42 % de ses 4,2 milliards de chiffre d'affaires en 1981.

Lorsque le 18 juin le président Reagan a étendu son embargo technologique aux filiales des compagnies américaines et aux sociétés étrangères sous licence américaine, la firme s'est immédiatement exécutée. Elle en a l'habitude : depuis 1948 le dépar-

tements du commerce l'a empêchée à plusieurs reprises de vendre des équipements (notamment une usine de liquéfaction de gaz) à l'Union soviétique.

(Lire la suite page 11.)

AU JOUR LE JOUR

Dialectique

Le pouvoir socialiste en est à son deuxième budget. Le budget de 1982 était celui du changement. La droite l'avait jugé « laxiste ». La gauche le trouvait de gauche.

Le projet de budget pour 1983 marque un changement de cap. Il ne dépeint pas à la droite. La gauche le trouve trop rigoureux.

Les conclusions de la dialectique budgétaire devraient se stabiliser au cours des prochaines années. Au centre.

BRUNO FRAPPAT.

La guerre du Golfe

BAGDAD AFFIRME

AVOIR « DÉTRUIT »

DEUX PÉTROLIERS

ET DEUX GARGOS

Lire page 14

INAUGURATION DU MUSÉE RENÉ-CHAR

La demeure du poète

« Transmettez à René Char mon salut fraternel », avait dit M. François Mitterrand à M. Jack Lang l'autre soir, sur l'Acropole. Mission remplie. Vendredi soir, à l'île-sur-le-Sorques, l'inauguration du centre d'études et de recherches, René Char a pris les dimensions d'un événement national. Mieux qu'un témoignage d'admiration, sincère d'ailleurs, ce message auquel le ministre de la culture s'est pleinement et lyriquement associé, est porteur d'intentions plus précises. Le pouvoir culturel semble vouloir enrôler le poète. Qui mieux que l'auteur des « Feuilles d'hypnos »

pourrait, avec générosité et bonheur, a dit M. Lang, « exprimer nos désirs » ? Et toujours en son nom et en celui du chef de l'Etat le ministre a poursuivi en s'adressant à René Char : « Si nous voulions choisir une voix pour exprimer ce qu'est notre programme, les idées qui l'inspirent, c'est vous que nous choisirions ». C'est de l'appel à la vie qu'il s'agit : « Il n'est nullement question de faire de vous un poète officiel », précise le ministre, qui insiste : un appel aux forces de vie, de création.

M. Jack Lang venait de visiter le musée en compagnie du poète, et du conservateur, Mme Anne Hugues. Auparavant, M. Battini, maire de l'île-sur-le-Sorques, avait remercié les pouvoirs publics de l'aide apportée pour rénover l'hôtel de Compadon et précisé que la réalisation actuelle n'était que la première pierre d'un musée-bibliothèque destiné à abriter un fonds important pour l'étude de la poésie et de la pensée contemporaine.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(Lire la suite page 7.)

Quand la montre est un art



FRED
a choisi
Cupillard Pième

4, rue Royale Paris 8^e Tél. 203.60.65 • Le Clavier, 74, Champs-Élysées • Hôtel Marillon, Paris 21, bd de la Croisance, Cannes • Hôtel Lovers, Monte-Carlo • Hôtel Byblos, Saint-Tropez • Aéroport d'Orly • Beverly Hills • Houston, the Galleria • Rue du Maréchal, 1204 Genève

Le Monde
du lundi 6 septembre
(daté 7 septembre)
PUBLIERA
23 PAGES
D'OFFRES D'EMPLOIS

Le Monde

étranger

LA CRISE DU PROCHE-ORIENT APRÈS LA GUERRE DU LIBAN

Tandis que l'incertitude subsistait, ce samedi 4 septembre, sur l'ouverture — prévue pour lundi — du sommet arabe de Fès, M. Arafat réunissait à Tunis, en conseil central, d'autres dirigeants palestiniens, afin, nous indique notre correspondant Michel Douré, de mettre au point la position de l'Organisation de libération de la Palestine en vue du sommet arabe appelé, en principe, à se tenir dès lundi 6 septembre à Fès. L'O.L.P. doit définir son attitude à l'égard du « plan Reagan », considéré avec intérêt par de proches collaborateurs de M. Arafat, notamment M. Kaddoumi, mais déjà rejeté par d'autres responsables palestiniens comme MM. Habache et Hawatmeh. Le président de l'O.L.P. est arrivé en Tunisie, venant de Grèce, à bord d'un avion

spécial de Tunis Air, escorté à tour de rôle par des appareils des aviations grecque, française, italienne et tunisienne. Il a été accueilli à l'aéroport de Carthage par le président Bourguiba et par des éléments du contingent palestinien stationné depuis une semaine à Bizerte. Un dernier groupe de soixante et onze combattants palestiniens a quitté le même jour Beyrouth à destination d'Asiène.

● AU CAIRE, où le secrétaire américain à la défense, M. Weinberger, se trouve depuis vendredi, après s'être rendu au Liban et en Israël, le grand journal populaire officieux « El Akhbar », a, le même jour, jugé « positif » et « courageux » le « plan Reagan ». « La proposition positive (américaine) doit être

étudiée en toute objectivité par les chefs d'Etat arabes, qui doivent, pour cela, oublier leurs divergences », estime le journal. ● Dans plusieurs autres capitales arabes, la presse réserve un accueil plutôt favorable au plan de Washington. « El Medina », en Arabie Saoudite, exhorte les Arabes à ne pas le refuser. A Koweït, « El Qabas » appelle l'O.L.P. et les chefs d'Etat arabes à ne pas fournir de prétexte au président américain pour revenir sur ses offres. A Beyrouth, l'indépendant « El Anouar » voit dans le « plan Reagan » un « grand succès pour les Arabes ». A Amman, le quotidien pro-gouvernemental « El Rai » salue « le nouveau langage (américain) susceptible d'ouvrir la voie à une paix juste ».

Les propositions du président américain domineront la réunion des chefs d'Etat arabes à Fès

Quel est le sentiment qui dominera le prochain sommet de Fès ? L'émotion, la honte ou la colère ? Les chefs d'Etat arabes qui, impuissants ou secrètement satisfaits, n'ont pas levé le petit doigt tandis qu'au Liban des dizaines de milliers de leurs « frères », libanais ou palestiniens, étaient victimes de l'offensive israélienne, ressentiront sans doute le besoin de s'expliquer. Mais la conférence qu'elle se tiendra lundi 6 septembre comme prévu ou qu'elle soit reportée en dernier lieu, ne revêtira sans doute pas le caractère qu'elle aurait eu si elle n'avait été précédée par le discours du président Reagan, mercredi dernier. Même si, en la figure, pas au « menu », ce discours constituait à coup sûr le « plat de résistance ».

Les propos de M. Reagan n'ajoutent rien de bien nouveau au « discours de Camp David » et à la « résolution 242 du Conseil de sécurité » auxquelles les Etats-Unis ont souscrit. Il n'en reste pas moins que le chef de la Maison Blanche a la double vertu de le rappeler solennellement, d'une manière tout à fait nette que vigoureuse, d'une part, et de se dégarer, de l'autre, en recommandant le « gel » de la colonisation juive en Cisjordanie et à Gaza, qu'il estimait naguère légitime. Au total, le président américain reprend à son compte l'interprétation de son prédécesseur, M. Carter, des « accords de Camp David ». Il y ajoute une opinion, qui ne paraît pas contradictoire, quand il déclare que « les Etats-Unis pensent que l'autogouvernement en Cisjordanie et à Gaza, une association avec la Jordanie, offre la meilleure chance pour une paix juste et durable ».

Les critiques de M. Arafat

Les chefs d'Etat conservateurs du monde arabe qui, pour beaucoup, n'ont pas fondamentalement hostile aux accords de Camp David, relèveront sans doute les aspects positifs de l'allouction tout en faisant valoir qu'un soutien à l'initiative de M. Reagan pourrait lui donner une dynamique irrésistible aboutissant à un règlement satisfaisant pour les Palestiniens. D'autant que l'opinion américaine, choquée dans sa majorité par l'intervention israélienne au Liban, faciliterait une évolution dans le sens souhaité. Toute faiblesse dans les relations arabo-américaines devrait, en tout cas, être exploitée pour pousser la fessée entre les deux camps.

Tels étaient les arguments qui avaient été développés par certains chefs d'Etat arabes au premier sommet de Fès, en novembre dernier, à propos du « plan Fahd », bien que le projet de paix de l'actuel souverain d'Arabie Saoudite n'ait pas reçu l'approbation

formelle de Washington. Seront-ils plus convaincus au prochain sommet ? « Le plan Reagan est pire que les accords de Camp David car son objectif est d'achever la destruction de l'O.L.P. », aurait déclaré, il y a deux jours, M. Yasser Arafat à l'un de ses interlocuteurs à Athènes. Contrairement à M. Farouk Kaddoumi, le chef de la diplomatie palestinienne, le président de la « Fatah » n'y voyait aucun « élément nouveau ». Cherchaud craignant l'eau froide, M. Arafat a peut-être voulu ainsi éviter d'être mis une nouvelle fois en minorité au sein du comité exécutif de l'O.L.P. qui l'avait désemparé quarante-huit heures avant la première réunion de Fès, pour avoir défendu le « plan Fahd ».

Les « faux-frères » de l'O.L.P.

Toujours est-il que M. Arafat a relevé que M. Reagan a scindé le droit des Palestiniens à l'autodétermination et à un Etat indépendant, tout autant que celui de ses doctes représentants de leur choix (l'O.L.P.). Il a fait remarquer encore que l'opposition du chef de la Maison Blanche à la création de nouvelles colonies juives dans les territoires occupés n'interdit pas à M. Begin d'insister et d'insister sur le peuplement de celles déjà existantes. En tout cas, les propositions de M. Reagan n'ont d'autre valeur à ses yeux que celle de « vœux pieux » puisqu'il n'a jamais été question pour Washington d'exercer des pressions économiques ou militaires sur Israël.

Au moins deux autres raisons militent contre l'initiative du président américain : le processus envisagé, s'il devait être accepté par toutes les parties concernées, ne déboucherait pas sur un règlement avant de nombreuses années. En effet, à supposer qu'Israël se range à l'avis de M. Reagan et qu'il autorise l'élection, dans l'immédiat, d'un pouvoir palestinien en Cisjordanie et à Gaza, il faudrait — selon les termes des accords de Camp David — compter cinq ans de régime transitoire au cours duquel seraient traités les aspects de la négociation, et, d'autre part, l'« état final » de ces territoires. Sans garantie aucune, d'ailleurs, qu'un Etat palestinien puisse naître sous l'égide de l'O.L.P.

Second inconvénient : les accords de Camp David ne prévoient pas l'association au processus de l'Europe et de l'U.R.S.S., jugées par l'Etat dominant de l'O.L.P. ainsi que par les pays arabes membres du Front de la libération comme étant des contreparties indispensables à l'influence des Etats-Unis dans l'« état final » de ces territoires. L'Amérique n'inspire pas, c'est le moins que l'on puisse dire, la confiance de ceux qu'elle aspire à

placer sous son aile protectrice. D'autant moins, aujourd'hui, qu'elle a soutenu l'entreprise israélienne au Liban et que l'initiative de son président, intervenue après le retrait forcé des fedayin de Beyrouth, est interprétée comme une manœuvre pour rétablir son prestige et celui de ses amis dans le monde arabe, dont le crédit est au plus bas. Ce n'est pas par l'effet du hasard que M. Yasser Arafat a choisi Athènes comme première escale et, refusant de faire même une brève visite à Damas où il s'est rendu directement à Tunis pour présider la comité exécutif de l'O.L.P. dont la capitale syrienne est pourtant le siège officiel. M. Arafat ne pardonne pas de s'être vu « lâché » arabe et d'oublier pas non plus la déclaration du président Carter qui, en 1979, avait révélé qu'aucun des chefs d'Etat arabes avec lesquels il avait eu l'occasion de s'entretenir n'avait soutenu la création d'un Etat palestinien.

L'un des drames de l'O.L.P. est qu'elle ne peut survivre en dehors de son environnement naturel, le monde arabe, et doit, dès lors, composer même avec ceux qu'elle qualifie de « faux frères ». L'attitude de ces derniers n'est d'ailleurs pas dépourvue d'ambiguïté puisque ceux-ci ont soutenu la centrale palestinienne, sans doute sous la pression de l'opinion, une aide considérable, notamment financière.

Bien qu'on ne sache jamais à l'avance sur quel pont déboucher un sommet arabe, tant les impondérables sont nombreux, on ne peut, dès lors, exclure un compromis entre les deux courants qui se partagent traditionnellement le monde arabe. Et si l'on devait retenir l'une des hypothèses optimistes, on pourrait imaginer l'adoption d'un texte qui ferait de la décision de l'O.N.U. en 1947, de partager la Palestine en deux Etats, l'un juif, l'autre palestinien, et qui pourrait tout au plus paraphraser le récent propos d'Athènes, de M. Mitterrand, selon lequel « rien n'est possible sans la reconnaissance aux peuples et aux Etats de la région des droits reconnus aux autres peuples et Etats de la communauté internationale ». On en viendrait ainsi à la formule de la « reconnaissance réciproque des deux peuples » en conflit ainsi que de leur droits respectifs de se donner les structures étatiques de leur choix.

Même dans cette hypothèse favorable, il restera aux diplomates la redoutable tâche de combler la fêlure entre le principe formulé à Fès, d'une part, et les accords de Camp David, de l'autre, dans leur double interprétation, israélienne et arabe.

ERIC ROULEAU.

POUR LES PALESTINIENS DES TERRITOIRES OCCUPÉS

Le « plan Reagan » a surtout l'avantage de contrecarrer les projets d'Israël

Jérusalem. — Très désemparés après trois mois de guerre au Liban, les Palestiniens de Cisjordanie et de territoire de Gaza, qui s'attendaient ces dernières semaines à de prochaines et nouvelles mesures de la part de l'occupant pour étendre davantage son contrôle, sont partagés devant le plan Reagan entre la méfiance (car les Américains ont la réputation de grandement faciliter les actions israéliennes) et la tentation de l'espoir, et finit par lui. Car il ne s'agit pas de quelque chose d'abandonné, mais d'un projet qui, à la moindre occasion de crise, a la possibilité de renverser le cours des événements.

L'apparent changement d'attitude de Washington envers le gouvernement de M. Begin laisse perplexes. Et on évite de tirer des conclusions hâtives. Même M. Eliaf Frej, maire de Bethléem (le dernier élu à la tête d'une municipalité importante de Cisjordanie à n'avoir pas encore été destitué) se montre prudent dans ses appréciations. Pourtant, on connaît ses sympathies à l'égard des Etats-Unis et ses bonnes relations avec la Jordanie, à laquelle le plan Reagan fait la part belle.

Dans une première réaction, M. Frej a déclaré que les idées émises par le chef de l'Etat américain avaient « quelques aspects positifs » : le gel des implantations, la participation des Arabes de Jérusalem-Est au processus de l'autonomie, l'association privilégiée du royaume hachémite aux négociations et l'abandon de liens étroits entre la Jordanie et les territoires occupés. Mais M. Frej souligne qu'il y a également des « éléments négatifs », notamment parce que le président Reagan s'oppose à la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à dans le territoire de Gaza. « C'est à nous de décider ce que nous voulons », dit le maire de Bethléem, rappelant ainsi que le plan américain ignore le droit à l'autodétermination. M. Frej conclut que, malgré cela, ce plan « ne devrait pas être rejeté précipitamment » et mérite d'être « étudié très soigneusement » par tous les Palestiniens et l'ensemble des gouvernements arabes.

Le maire de Bethléem traduit ainsi un souhait qui paraît assez largement répandu dans les territoires occupés. Même ceux qui dénoncent depuis longtemps la « modération » excessive de leurs yeux, de M. Frej, insistent sur le fait que l'initiative américaine doit être au moins prise en considération et que l'O.L.P., dont l'état-major se réunit actuellement, le et le sommet arabe de Fès devraient se garder d'adopter une attitude de refus systématique. Les hésitations de certains dirigeants de l'O.L.P. comme M. Kaddoumi, qui n'a pas

De notre correspondant

rejeté d'emblée le plan Reagan, ont été accueillies avec une évidente satisfaction. Beaucoup de « Palestiniens de l'intérieur » proches de l'O.L.P., pensent que l'initiative américaine pourrait être considérée comme un « pas dans la bonne direction », l'occasion d'inviter le gouvernement américain à réviser ses positions ne devant pas être manquée.

Chacun cependant reste circonspect pour différentes raisons et le journal arabe Al Qods, édité à Jérusalem (le plus lu dans les territoires occupés), qui reflète généralement des opinions dites « modérées » et favorables à la Jordanie, est lui aussi réservé, alors que certains attendaient de sa part un optimisme plus déclaré. Dans un premier commentaire sur le plan Reagan, il fait part de ses craintes de voir le gouvernement américain succomber, tôt ou tard, aux pressions du lobby pro-israélien à Washington, revenant ainsi sur ses bonnes dispositions présentes.

C'est évidemment dans les milieux les plus proches de l'O.L.P., où l'on ne cesse depuis des années de dénoncer le « complot israélien » au Proche-Orient, qu'on se montre le plus méfiant. Le quotidien El Chabab (qui, aussi publié à Jérusalem-Est minimise ainsi l'importance du plan Reagan en écrivant que le débat à son sujet n'est qu'« une tempête dans un verre d'eau »).

M. Bassam Chakras, le maître de la maison destinée par l'administration israélienne, principal animateur du mouvement national dans les territoires occupés, a rejeté les propositions américaines parce qu'elles

signifient que les Etats-Unis continuent de ne pas vouloir reconnaître l'O.L.P. et parce qu'elles « viennent trop tard ». Mais cette dernière remarque semble elle-même indiquer qu'en réalité M. Chakras ne condamne pas totalement ces propositions. Certains de ses amis politiques pensent en effet que le plan Reagan peut être utilisé pour contrecarrer les projets israéliens. C'est sur ce point que se rejoignent les Palestiniens de diverses tendances en Cisjordanie : si le plan Reagan est loin d'être satisfaisant, il a au moins l'avantage d'avoir représenté un revers pour le gouvernement de M. Begin. Celui-ci semble avoir perdu en quelques jours son assurance de pouvoir, sans grand obstacle, achever de régler à sa manière le problème palestinien. Pour de nombreux habitants de Cisjordanie et du territoire de Gaza, après une période de découragement, voilà une petite lueur d'espoir.

Pour ceux qui se réclament de l'O.L.P., le plan Reagan fait toutefois naître de nouvelles inquiétudes, car il attribue un rôle prépondérant à la Jordanie. On ne peut oublier bien sûr en Cisjordanie que le roi Hussein a été le premier à livrer une guerre sanglante contre les organisations palestiniennes en 1970 et 1971 et que son administration de la rive droite de la Jordanie, jusqu'en 1967, a souvent laissé un triste souvenir aux militants nationalistes. Beaucoup de Palestiniens de l'intérieur redoutent que dans les mois à venir les propositions américaines ne provoquent dans les territoires occupés de douloureuses dissensions entre partisans de l'O.L.P. et ceux que l'on appelle d'ordinaire les « pro-jordanais ».

FRANCIS CORNU.

A BEYROUTH-OUEST

Une incursion de l'armée israélienne a donné lieu à des affrontements

De notre correspondant

Beyrouth. — Une fois de plus, se pose la question : que cherche donc Israël au Liban ? A peine les combattants palestiniens se sont-ils retirés de Beyrouth-Ouest et alors que l'armée libanaise s'y déploie lentement pour y restaurer l'autorité de l'Etat au dépens des milices islamiques progressistes hier encore alliées des Palestiniens, que les Israéliens, au lieu de desserrer l'étau, l'ont resserré. Leur armée a en effet réoccupé une des positions abandonnées au passage inter-secteurs du Musée et a progressé d'un kilomètre environ dans la banlieue sud.

Cette avancée a donné lieu à des accrochages avec les milices du Mouvement national, durant lesquels le lieutenant-colonel Bizeul, appartenant à la FINUL, a été tué (lire ci-dessous). Il pourrait fournir aux milices, notamment aux Mourabitoun, un excellent prétexte pour ne pas livrer leurs positions, encore moins leurs armes, aux forces légales, alors qu'elles avaient accepté de se retirer et que l'opération ne déboulait de manière satisfaisante. Ce qui s'était traduit par la réouverture du passage inter-secteurs de SO-DECO, fermé depuis deux ans.

Au lieu de continuer sur sa lancée et de s'occuper de réaffirmer son autorité naissante, notamment en faisant intervenir ses forces pour imposer l'ordre dans tout quartier où se produit un affrontement — et il s'en est produit entre Chittes et Kurdes — il aurait fait deux morts sans que l'armée libanaise se décide à s'interposer fermement. — L'Etat libanais se trouve mobilisé pour envoyer les effets de cette progression israélienne. Après de laborieuses tractations par l'intermédiaire de l'ambassadeur des Etats-Unis (M. Philip Habib ayant quitté Beyrouth) les Israéliens ont promis de se retirer en donnant l'explication peut convaincante selon laquelle ils étaient venus déminer un secteur... où ils étaient censés ne pas pénétrer.

Simultanément, Radio-Israël annonçait, avec force détails et sur un ton péroratoire, que le président libanais élu, M. Bechir Gemayel, s'était rendu en Israël où il avait rencontré le premier ministre Begin, entouré de MM. Sharon et Shamir. Le président élu a été contraint de démentir catégoriquement l'information et que son véritable itinéraire, c'est sa diffusion, par Radio-Israël, qui amène ici à des interrogations inquiètes sur la politique de M. Begin au Liban, notamment à l'égard de M. Gemayel.

L. G.

LE LIEUTENANT-COLONEL BIZEUL A ÉTÉ TUÉ PAR UN TIREUR ISOLÉ

Le ministre français de la défense, M. Charles Hernu, a adressé un message de condoléances à M. Bizeul et à ses enfants. Deux messages, ajoute le ministre de la défense, ont par ailleurs été adressés au commandant des éléments français de la FINUL, l'un par le ministre de la défense, l'autre par le chef d'état-major des armées. M. Charles Hernu déclare notamment : « Par son sacrifice, le lieutenant-colonel Bizeul illustre les dangers auxquels tous les personnels placés sous vos ordres sont confrontés dans la difficile mission que nous vous confions quotidiennement au service de la paix ».

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

● DEMANDE D'EXTRADITION ALLEMANDE POUR KLAUS BARBE. — Le nouvel ambassadeur de R.F.A. M. Helmuth Hoff, a demandé vendredi 3 septembre, en présentant ses lettres de créance, l'extradition de l'ancien chef de la Gestapo de Lyon qui vit en Bolivie. — (A.F.P.)

Chili

● VISA REFUSÉ À UNE RESPONSABLE DU P.S. FRANÇAIS. — Mme Nicole Bourdillat, responsable du secteur Amérique latine, s'est vu refuser un visa d'entrée au Chili, a annoncé vendredi 3 septembre, à Paris, le secrétariat aux relations internationales du P.S. Mme Bourdillat se rend, du 3 au 30 septembre, au Brésil, au Paraguay, en Argentine, au Pérou, en Equateur et en Colombie.

Irak

● SELON LE PORTE-PAROLE A PARIS DU FRONT DEMOCRATIQUE DU KURDISTAN,

la section armée de ce mouvement, le Tachemargah a abattu le 31 août au Kurdistan un MIG de l'armée irakienne venu bombarder les positions de Tachemargah, dont le quartier général se trouve dans la région de Saldekan. L'un des trois membres de l'équipage qui ont trouvé le mort a pu être identifié. Il s'agit du lieutenant Abbas Abid Hassan Kanan.

Nicaragua

● INQUIETUDES POUR « LA PRENSA ». — La Fédération internationale des éditeurs de journaux (FIEJ) a exprimé, dans un communiqué diffusé mercredi 1^{er} septembre à Paris, « sa profonde inquiétude devant les mesures discriminatoires dont fait l'objet le quotidien de Managua, la Prensa ». La FIEJ s'inquiète en particulier du fait que la Prensa n'ait pu paraître à plusieurs reprises en raison de la censure des autorités sandinistes et s'élève contre « les mesures d'intimidation » à l'encontre de son directeur, M. Pedro Chamorro, ancien organe des milieux

conservateurs hostiles au dictateur Somoza. La Prensa a adopté une ligne critique à l'égard du gouvernement sandiniste.

Ouganda

● POLEMIQUE AVEC AMNESTY INTERNATIONAL. — Selon la radio ougandaise, qui cite une note du gouvernement de Kampala en date du jeudi 3 septembre, les récentes accusations de violations des droits de l'homme par le régime de M. Obote ont été montées de toutes pièces par les groupes dissidents ougandais des organisations telles qu'Amnesty International, et les médias étrangers.

Par ailleurs, le Parlement ougandais a adopté jeudi une loi réintégrant dans leurs droits les personnes — en majorité des Asiatiques — expropriées sous Idi Amin, en 1972. — (A.F.P.)

Turquie

● L'UNION SOVIÉTIQUE a exprimé ses regrets pour la mort de deux soldats turcs

survenus le mois dernier, lors d'un incident de frontière (le Monde du 14 août), a annoncé vendredi 3 septembre le porte-parole du ministère des affaires étrangères turc, ajoutant que « les relations de la Turquie avec l'Union soviétique se poursuivent normalement, sur une base de bon voisinage ». — (A.F.P.)

U.R.S.S.

● PLUS DE TÉLÉPHONE AUTOMATIQUE AVEC LA R.F.A. — Les communications avec Moscou, seule ville d'U.R.S.S. reliée par l'autotéléphone à la R.F.A. depuis le 14 juillet, doivent désormais transiter par les opérations. et l'attente peut durer plusieurs heures. L'U.R.S.S. n'a donné aucune raison à sa décision, mise à exécution jeudi 3 septembre. L'U.R.S.S. avait averti, le 1^{er} juillet 1982, la R.F.A., l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'une réduction des communications automatiques avec l'U.R.S.S. — (A.F.P.)

سلا من الاصل

AMÉRIQUES

Argentine

A BUENOS-AIRES

Le P.C. a réuni près de 35 000 personnes pour sa première grande manifestation

Correspondance

Buenos-Aires. — Le parti communiste argentin (P.C.A.) a fait mieux que les radicaux et les péronistes. Près de 35 000 personnes massées dans la salle et aux alentours du Luna Park, le palais des sports de Buenos-Aires, ont répondu, le vendredi 3 septembre, à son appel. Le dirigeant de l'Union civique radicale, M. Alfonsín, et M. Saadi, le leader des péronistes « intransigeants », n'en avaient réuni que 5 000. Il est vrai que leurs meetings avaient eu lieu peu de temps après la normalisation des activités politiques.

Les responsables du P.C.A. avaient, comme de coutume, minutieusement préparé le rassemblement : graffiti et affichage massif sur les murs, intense propagande dans les universités et les usines, à l'opération « portes ouvertes » au siège du comité central, hier encore véritable blockhaus en plein centre de la capitale. Les manifestants, qui avaient reçu des consignes de modération, se sont retirés en bon ordre.

Pour les dirigeants communistes, le succès de ce rassemblement confirme la progression actuelle du parti auprès de la jeunesse et des travailleurs. Ils sont convaincus que leur formation sera reconnue au niveau national (le P.C.A. comptait à l'heure actuelle 150 000 adhérents, alors que le chiffre minimum exigé par le statut des partis politiques récemment promul-

gué est d'environ 36 000). Selon leur analyse, la pénétration des communistes en milieu étudiant et ouvrier s'explique par la répression sanglante qui a décimé les Jeunesses péronistes mais aussi par l'attitude de certains responsables péronistes plus soucieux de défendre leurs intérêts personnels que ceux de leurs mandats.

Le P.C.A. considère que les forces politiques doivent s'organiser pour barrer la route à un nouveau « golpe » et préparer l'avènement d'une « démocratie authentique et stable ». Le P.C.A. apportera son soutien au général Bignone, dans la mesure où celui-ci tiendra sa promesse d'« institutionnaliser » le pays avant mars 1984.

« Eclaircir »

la situation des disparus

Dans cette perspective, M. Alfonsín, secrétaire général du parti, a demandé l'établissement d'un « accord national démocratique » contenant un certain nombre de principes que l'ensemble des partis politiques s'engageraient à défendre. Les forces armées seraient invitées à souscrire à un tel accord. La constitution d'un vaste front démocratique autour de la « coalition multipartite (1) » doit s'accompagner, selon les dirigeants communistes, de la mobilisation des masses.

En ce qui concerne le problème des disparus, la thèse des communistes argentins est proche de celle des autres partis d'opposition. Le gouvernement doit « éclaircir » leur situation. Cette position se situe à mi-chemin entre l'« oubli » pur et simple soutenu par les forces armées et « la réapparition en vie » exigée par les Mères de la place de Mai. Le P.C.A. se montre, en revanche, intransigeant sur la question des détenus politiques : l'état de siège doit être immédiatement levé et tous les prisonniers actuellement « à la disposition du pouvoir exécutif » (c'est-à-dire détenus sans jugement), ou condamnés par des tribunaux militaires, doivent être libérés sur-le-champ.

JACQUES DESPRES.

(1) Elle est formée des radicaux, des péronistes, des démocrates-chrétiens, des travaillistes et de deux parties de l'ex-président Arturo Frondizi.

DIPLOMATIE

M. FRANÇOIS MITTERRAND SÉJOURNE A TITRE PRIVÉ CHEZ UN ARMATEUR GREC

M. François Mitterrand séjourne jusqu'au dimanche 5 septembre, à titre privé, à Porto-Carras, station balnéaire située au nord de la Grèce, appartenant à des sources informées à Athènes. Le programme de ce séjour, entamé vendredi 3 septembre au lendemain d'une visite officielle de quarante-huit heures en Grèce, n'est pas connu, mais le président de la République pourrait visiter la monastère du Mont-Athos, situé à une cinquantaine de kilomètres de Porto-Carras.

La villa qui abrite le chef de l'Etat français appartient à M. Jean Carras, armateur et homme d'affaires grec, ami personnel de M. Constantin Caranfilas, président de la République hellénique. Cette villa a déjà abrité M. Valéry Giscard d'Estaing et son épouse, venus en vacances une quinzaine de jours au mois de juin 1981.

Les journaux grecs continuent de commenter la partie officielle du séjour de M. Mitterrand. Le quotidien à grand tirage d'opposition au gouvernement socialiste de M. Papandréou, *Avdimotiki*, souligne que le président français a présenté M. Caranfilas comme « la perle des institutions » ; *Metanews*, autre quotidien d'opposition, insiste sur « l'éloge de M. Mitterrand à l'égard de l'équilibre démocratique établi par M. Caranfilas ». En revanche, un certain dédain était perceptible, vendredi, dans les rangs du Pasok, parti au pouvoir de M. Papandréou, qui attendait de M. Mitterrand un comportement plus « militant » et une attitude moins « neutre » dans le différend grec-turc sur Chypre.

Mais les quotidiens socialistes, tels *Ta Nea*, font un bilan favorable de cette visite et soulignent les convergences qui existent entre MM. Mitterrand et Papandréou.

M. JACQUES DUPONT EST NOMMÉ AMBASSADEUR EN ISRAËL

Le *Journal officiel* de ce samedi 4 septembre annonce la nomination de M. Jacques Dupont au poste d'ambassadeur en Israël, en remplacement de M. Marc Bonnefont.

En 1929, ancien élève de l'ENA, M. Jacques Dupont a d'abord été à la disposition de la résidence générale au Maroc, puis attaché au cabinet du secrétaire d'Etat aux affaires algériennes (1954-1956). Intégré aux affaires étrangères, il est ensuite en poste à l'administration centrale, d'abord aux affaires marocaines et tunisiennes, puis aux affaires culturelles (1956-1958). M. Dupont est nommé ambassadeur en Washington (1958-1963), à Athènes (1963-1965), à Rome (1965-1969), à Saigon (1969-1970), de nouveau à l'administration centrale comme sous-directeur de l'information (1970-1971), à Tunis (1971-1977) et à Moscou (1977-1979). Depuis 1979, il était directeur adjoint des affaires politiques.

AFRIQUE

Kenya

Un mois

après la tentative de putsch

LE COUVRE-FEU A ÉTÉ LEVÉ À NAIROBI

Nairobi (A.F.P., A.P., Reuters). — Imposé dans la région de Nairobi après le coup d'Etat manqué du 1^{er} août dernier, le couvre-feu a été levé vendredi soir 3 septembre par les autorités kenyanes. La radio-diffusion, qui a invité les Kenyans à reprendre le travail, a indiqué que la levée du couvre-feu signifie que le gouvernement kenyan est pleinement satisfait du retour à la normale à Nairobi et dans le pays après les récents événements survenus au Kenya.

Le gouvernement a cependant demandé à la population de faire preuve de vigilance car vingt-cinq militaires de l'armée de l'air ayant pris part à la tentative de putsch sont toujours en fuite. Bien qu'aucune date n'ait encore été fixée pour leur procès, deux mille autres soldats, sous-officiers et officiers appartenant aux forces armées devraient prochainement passer en cour martiale.

● Avant la visite officielle de M. Sékou Touré. — L'association des familles françaises de prisonniers politiques en Guinée (8, rue Schimper, 67000 Strasbourg) a adressé un télégramme de protestation, vendredi 3 septembre, à M. Guy Penne, conseiller à la présidence pour les affaires africaines et malgaches. L'association dénonce la présence à Paris, pour préparer la visite de M. Sékou Touré, de M. Séverin Kette, ancien ambassadeur de Guinée en France, qualifié de « tortionnaire notoire de Français anciens prisonniers en Guinée ».

ASIE

Chine

DEVANT LE CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE

M. Hu Yaobang énumère les conditions d'une normalisation avec l'Union soviétique

De notre correspondant

Pékin. — Dans la partie de son rapport devant le XII^e congrès consacré à la politique étrangère, et dont le contenu a été révélé dans la matinée du samedi 4 septembre par l'agence Chine nouvelle, M. Hu Yaobang a enroulé la porte à une éventuelle normalisation des relations sino-soviétiques. Il a cependant répété que la Chine ne pouvait, en la matière, se contenter de paroles, mais attendre des actes de la part de Moscou.

La modération avec laquelle le président du parti communiste chinois s'est exprimé a cependant frappé M. Hu Yaobang a déclaré textuellement : « Si les autorités soviétiques sont réellement de bonne foi lorsqu'elles disent vouloir améliorer les relations avec la Chine et si elles prennent des mesures pratiques afin de lever les menaces qui pèsent sur la sécurité de notre pays, alors il sera possible pour les relations sino-soviétiques d'entrer sur la voie de la normalisation. »

Après avoir indiqué que la Chine avait « noté » le désir « exprimé plus d'une fois » par les dirigeants soviétiques d'améliorer leurs relations avec Pékin, M. Hu Yaobang a cependant énuméré un certain nombre d'éléments qui, selon lui, constituent des obstacles à un rapprochement entre les deux pays : stationnement « massif » de troupes russes aux frontières entre la Chine et l'U.R.S.S. et entre la République populaire de Mongolie et la Chine, soutien à l'invasion vietnamienne du Cambodge, aux actes d'expansion de Hanoi en Indochine, en Asie du Sud-Est et à ses « provocations constantes » le long de la frontière chinoise, invasion et occupation de l'Afghanistan, « un voiles de notre pays ». « Tous ces actes représentent de graves menaces pour la paix en Asie et la sécurité de la Chine », a dit M. Hu Yaobang, suggérant ainsi que c'est à propos d'une ou plusieurs de ces questions que Moscou devrait faire des gestes avant que Pékin n'accepte de s'engager sur la voie du dialogue, tel qu'il a été proposé par l'U.R.S.S. pour la dernière fois en février dernier. Pékin n'a toutefois pas répondu officiellement à cette offre.

S'abstenant de porter contre Moscou une attaque trop rigoureuse, le président du P.C. chinois a encore dit : « Les relations entre la Chine et l'Union soviétique ont été amicales pendant une assez longue période. Elles sont aujourd'hui rompues parce que l'U.R.S.S. a poursuivi une politique hégémoniste ».

Ce rappel de l'amitié passée, la non-caractérisation de l'état actuel des rapports entre les deux pays (M. Hu Yaobang aurait pu dire, par exemple, que ceux-ci étaient mauvais ou médiocres), l'absence de toute référence critique au révisionnisme ou au social-impérialisme (à la différence de ce qui s'était passé lors du XI^e congrès, il y a cinq ans), font penser que la direction chinoise a décidé de retirer de son vocabulaire la plupart des épines qui alimentaient ces dernières années la polémique avec Moscou.

La Lutte

contre tous les hégémonismes

Beside l'accusation d'hégémonisme. On ne peut cependant que noter que celle-ci n'est plus réservée exclusivement à l'U.R.S.S., mais vise aussi bien les États-Unis. Une telle évolution était perceptible depuis plusieurs mois dans la presse chinoise. M. Hu Yaobang lui a maintenant donné un label officiel. Après avoir déclaré, en effet, que « la tâche la plus importante des peuples du monde était de s'opposer à l'hégémonisme et de sauvegarder la paix », le président du P.C. a fait allusion « aux super-puissances qui pratiquent l'hégémonisme » et il a proclamé que « la paix du monde ne peut être sauvegardée que si les peuples résistent réellement et luttent résolument contre toutes les expressions d'hégémonisme et d'expansionnisme ». Se faisant encore plus précis, M. Hu Yaobang a exprimé que « les deux super-puissances américaines » pour son soutien à Israël dans « son agression odieuse contre le peuple palestinien ».

En ce qui concerne les relations de parti à parti, M. Hu a affirmé que « les dirigeants d'opinion ne pouvaient être résolus que graduellement par les consultations amicales et patiemment, en prenant son temps ». Il a ajouté que le P.C. chinois partageait l'avis que tous les partis communistes devaient tirer des enseignements des succès et des échecs des autres » et pensait que « une telle volonté contribuait à la croissance et à l'épanouissement du mouvement communiste international ». Ces propos sont les plus nets et les plus positifs tenus publiquement depuis fort longtemps sur le sujet par un dirigeant chinois.

MANUEL LUCBERT.

Inde

Mme Gandhi a remanié son gouvernement

Mme Gandhi a remanié, jeudi 2 septembre, son gouvernement. Le principal changement affecte le ministère de l'Information, au moment où une importante controverse oppose les journalistes et les autorités (le *Monde* du 4 septembre). M.N.K.P. Salve en prend la responsabilité, en remplacement de M. V. Sethe, nommé ministre de l'Industrie chimique et des engrais. D'autre part, le ministre de l'Intérieur, sans titulaire depuis l'élection de M. Zail Singh à la présidence de la République, en juillet, a été confié à M. Prakash Chand Sethi, jusqu'ici ministre des chemins de fer.

Aucun ministre ne quitte le gouvernement mais plusieurs changent d'affectation, tandis que deux secrétaires d'Etat battus aux élections du Conseil des États (Chambre haute), perdent leurs fonctions.

Intérieur : M. P.C. Sethi ;
Transport et marine marchande : M. C. M. Stephen ;
Pne : M. S.R. Chavan ;
Chemins de fer : M. S.B. Ghani Khan Chaudhary ;
Travaux publics, logement et relations avec le Parlement : M. B. N. Singh ;
Énergie et pétrole : M. S. Shankar ;
Irrigation : M. K. Handey ;
Produits et engrais chimiques : M. V. Sethe ;
Industrie, acier et mines : M. N.D. Thawari ;
Communications : M. A. P. Sharma ;
Santé et sécurité familiale : M. B. Shankaranand ;
Travail : M. P. J. ;
Agriculture : M. R.R. Singh ;
Justice : M. J. Kanhai.

Le gouvernement comprend encore six secrétaires d'Etat (chargés de ministères particuliers), dix-huit secrétaires d'Etat dépendant de ministères et dix-huit vice-ministres. (Reuters, A.F.P.)

Vietnam

A L'OCCASION DE LA FÊTE NATIONALE

Hanoi fait état d'une amélioration de la situation agricole et alimentaire

Les cérémonies en l'honneur du trente-septième anniversaire de l'indépendance du Vietnam, jeudi 2 septembre, ont permis à M. To Huu, premier vice-premier ministre, de dresser le premier bilan relativement optimiste de la situation économique du pays depuis des années et de relancer le rôle de la politique étrangère de Hanoi.

Bien qu'en termes peu précis M. To Huu fait état de « succès sur presque tous les plans de la politique agricole (qui montrent des nouvelles « politiques »). En particulier pour le riz : « Faisant suite, a-t-il dit, à la bonne récolte de la campagne de riz d'automne de 1981, cette année, pour la première fois, nous avons, pour la première fois, au prix de gros efforts, réussi à résoudre, dans une mesure importante, le problème alimentaire. » En clair, le Vietnam est devenu sur ce plan moins dépendant de l'aide soviétique.

Ces succès sont dus à la politique, plus libérale, des « contrats », reconnaît M. To Huu. Il n'empêche qu'il a-t-il insisté, « il faut élargir le champ d'action du secteur étatique de l'économie et promouvoir son rôle dirigeant ».

Le vice-premier ministre s'est aussi félicité des bons résultats de l'artisanat et de l'industrie, tout en reconnaissant que « la distribution et la circulation restent cependant une question d'actualité ardue et complexe » qui « est en train de créer de grandes difficultés à la production et à la vie ». Ces secteurs, a-t-il dit, « constituent le domaine dans lequel se déroule l'effort de la lutte sans répit entre les deux voies socialiste et capitaliste ». Il a défini les « quatre objectifs généraux » à atteindre : « Satisfaire les besoins les plus pressants et les plus nécessaires de la population, stabiliser peu à peu l'économie, élever le niveau de vie, « pour assurer l'édification de la base matérielle et technique du socialisme », « achever la transformation socialiste du Sud » et « répondre aux besoins de la défense nationale ».

Un autre point du discours, relativement optimiste, est son insistance renouvelée sur la nécessité de développer les exportations de produits, tant agricoles qu'industriels, pour pouvoir « importer le matériel et les équipements nécessaires à l'activité économique du pays » (...) et « abolir toute dépendance étrangère ».

Même si M. To Huu met l'accent sur les relations avec l'U.R.S.S., dont il souligne la « forte vitalité », on sent, dans son discours, que le Vietnam souhaite utiliser ces premiers et précieux succès pour tenter d'affirmer son indépendance à l'égard du Kremlin.

P. de B.

PLUSIEURS RÉGIONS DU PAYS SONT FRAPPÉES PAR LA FAMINE

Ravagées par la guerre civile, plusieurs régions du Tchad souffrent de la famine et, notent le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) et l'Organisation des Nations unies, on commence à enregistrer des décès.

Selon le C.I.C.R., « la situation empire de jour en jour ». Des vivres sont entreposés dans la capitale tchadienne et au Cameroun, mais une aide reste nécessaire pour les transporter dans certaines zones accessibles exclusivement par voie aérienne. A l'issue d'une réunion d'organisations humanitaires tenue à N'Djamena le 28 juillet, le gouvernement tchadien a officiellement demandé une aide de 500 000 dollars, en devises ou en matériel, pour organiser un pont aérien.

Tandis que les forces restées fidèles au colonel Kamougue viennent de lever l'interdiction

faite aux étrangers de circuler dans le sud du Tchad, la situation reste incertaine à Moumoudou, ville considérée comme le fief des « sudistes ». En effet, à la suite de la décision de deux garnisons de miliciens de voler les armes du Nord (F.A.N.) de M. Hissène Habré s'étendant. Un ressortissant français de retour de Moumoudou a déclaré, à son arrivée à N'Djamena, que les miliciens « Les étrangers bloqués cette semaine à Moumoudou par la défection de la garnison de Sahr, capitale du Sud, avaient été empêchés de quitter la ville pendant plusieurs jours. Ils étaient plus ou moins gardés en otage ».

De son côté, à l'issue de ses entretiens avec M. Ahidjo, président du Cameroun, M. Hissène Habré a de nouveau déclaré, toute idée de fédération entre le nord et le sud du pays. (Reuters.)

ARCHITECTES : COPIES COULEURS

Qualité photographique professionnelle

ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS-12^e ☎ 347.21.32

A VENDRE

Magasin optique-lunetterie (avec bureau)

35 m2 sur grande artère près Gare du Nord

Tél. 607-89-26 ou 206-66-11

SC.PO classe préparatoire CEPEs

DROITS DE VENTE EXCLUSIFS fabrication en licence

Nous sommes mandatés par le plus grand fabricant suisse, indépendant de tout trust, de produits de lubrification — qui fabrique entre autres choses des produits spéciaux pour l'industrie de la transformation des métaux et du bâtiment — de remettre pour la France des droits de vente exclusifs et plus tard de fabrication en licence.

Les entreprises intéressées et solidement établies, qui disposent éventuellement déjà d'installations de mélangeage, sont priées de prendre contact avec le mandataire :

AMACON SA, Wehntalerstrasse 249, CH-8056 ZÜRICH/SUISSE

Tél. 01-57-46-39/M. Hans J.P. Beck, délégué du Conseil d'administration.

501 من الاموال

Le Monde

société

DÉFENSE

Les restrictions budgétaires affecteront principalement en 1983 les dépenses d'équipement classique des armées

« Une purge d'un an... C'est en ces termes qu'on commente au ministère de la défense le projet de budget militaire pour 1983, qui progressera moins vite que l'ensemble des dépenses publiques et qui, si l'on s'en tient aux seuls crédits d'équipement, marque une pause très nette par rapport à 1981 et 1982.

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a prévu de présenter son projet de budget le jeudi 30 septembre à la commission de la défense de l'Assemblée nationale et, à en juger déjà par certaines réactions de députés de l'opposition, il n'est pas sûr que les crédits militaires en 1983 recueilleront la quasi-unanimité, comme ce fut le cas au Parlement pour le budget 1982.

En incluant les pensions versées aux militaires, le projet de budget des armées pour 1983 totalise 152,9 milliards de francs en crédits de paiement mais, sans ces mêmes pensions, il est de l'ordre de 132,2 milliards de francs, soit une hausse de 8,47 % par rapport au budget 1982.

Cette progression est inférieure à celle de l'ensemble du budget de l'Etat (+ 11,8 %) pour 1983, ce qui montre aux armées françaises une part des dépenses publiques (environ 15,1 %) la plus faible depuis des décennies, et cela pour la deuxième année consécutive (avec 15,5 % en 1982). Ainsi, le pouvoir d'achat des armées devrait continuer à stagner, et même à régresser l'an prochain, si l'inflation se maintient.

Avec une augmentation de l'ordre de 11 %, les dépenses de fonctionnement — il s'agit principalement des soldes — ne permettront pas de créer autant d'emplois que pour 1982. Seule, la gendarmerie nationale sera invitée à recruter mille cadres de carrière supplémentaires et trois mille jeunes du contingent (les gendarmes auxiliaires) conformément à une loi qui autorise le gouvernement à porter la proportion des armées à 37 milliards de francs en 1980).

FAITS ET JUGEMENTS

FUGUE

La vie de pensionnaire à l'hôtel de la rue de la Harpe (Vosges) ne convenait pas à M. Gabriel Frémy, 47 ans, marié, deux enfants. Le 27 août, le voilà parti. Il veut retourner près de ses aînés, qui habitent en Haute-Marne, à Saint-Vincent-sur-Meuse. Sans un sou vaillant, il s'en va vers l'auto-stop. Un automobiliste complaisant le dépose à Breuvannes-en-Bassigny (Haute-Marne). Après, tout laisse supposer que le vieil homme se soit agité en cherchant le chemin de son village. Jeudi 2 septembre, on a retrouvé son corps près de la rivière Le Flambeau, non loin de l'endroit où il avait été déposé. M. Gabriel Frémy était mort d'épuisement : le froid, la faim, l'âge... Et l'émotion, peut-être.

● **Fouilles alertes à l'ambassade de Grande-Bretagne.** — Les artificiers du service des explosifs du laboratoire central de la préfecture de police de Paris ont fait exploser, « par mesure de sécurité », vendredi 3 septembre dans l'après-midi, un colis dans le couloir de l'ambassade de Grande-Bretagne, rue du Faubourg-Saint-Honoré à Paris. Adressé par le poste, il avait été jugé suspect par les personnels de l'ambassade, particulièrement méfiants depuis l'arrestation de trois Irlandais par la police française. On précise à la préfecture de police, qu'il s'agissait bien d'une « fausse alerte ».

● **Après l'incendie du centre psycho-pédagogique Jean-Sarrailh à Aire-sur-l'Adour (Landes),** qui avait eu lieu le 20 mai, une nouvelle victime a été décédée des suites de l'incendie. Il s'agit de M. Roger Rouquet, un élève âgé de seize ans.

10 % des effectifs globaux de cette arme de métier.

L'austérité de ce budget de fonctionnement est telle que de nombreux militaires se demandent, aujourd'hui, s'ils ne doivent pas s'attendre à terme à une déflation des effectifs, dont il semble qu'il soit en préparation, et qui se traduirait, ultérieurement, par une dissolution de certaines unités.

Des choix

Quant aux dépenses d'équipement — c'est-à-dire les études et les achats d'armements — exprimées en francs courants, elles marquent le pas en 1983 avec, seulement, 8,3 % de hausse prévue par rapport à 1982, soit une régression si l'on se souvient que l'inflation dans le secteur militaire est très nettement supérieure à l'inflation « civile ».

L'armement nucléaire restera la priorité, en recevant des crédits supérieurs de 15 % par rapport à 1982, pour que soient menés à bien les programmes de missiles tactiques A.S.M.P. (air-sol à moyenne portée) sur des avions de combat et de missiles stratégiques M 4 à bord du sous-marin l'Inflexible.

De l'autre côté du ministère de la défense, les états-majors devront, dans le domaine des armements classiques, arbitrer des choix pour rester à l'intérieur de « l'enveloppe » budgétaire définie pour 1983 par le gouvernement.

C'est probablement l'armée de terre qui s'estimera la plus touchée par les restrictions budgétaires et qui dressera déjà la liste des matériels dont elle devra interrompre ou reporter la construction. Ainsi, le nombre des hélicoptères de reconnaissance AMX-10 RC et des nouvelles jeeps qui seront commandées sera considérablement réduit, de moitié dans l'hypothèse la plus optimiste. Le remplacement du parc des camionnettes tactiques sera étalé dans le temps et le programme de modernisation des chars de combat AMX-30 B2 sera réexaminé, avec moins d'exemplaires neufs commandés et une diminution du nombre des modèles anciens remis aux nouvelles normes.

Cette situation inquiète déjà les industriels. On ne cache pas au ministère de la défense que le maintien des plans de charge et de l'emploi passe par un effort à l'exportation.

Dès les premières inscriptions sur ce budget (le Monde du 21 août), le parti républicain a estimé que « la France baisse la garde au moment même où les tensions internationales s'accroissent ». Il a annoncé son intention de mener « une campagne active d'explication » auprès des cadres militaires « pour dénoncer ce nouvel affaiblissement de la France ».

JACQUES ISNARD.

La patron d'une entreprise de travail intérimaire est inculpée

Compiegne. — M. Philippe Delvincourt, trente-huit ans, P.-D.G. de la société de travail intérimaire Jipey, dont le siège est à Compiegne (Oise), a été inculpé le 3 septembre, d'abus de biens sociaux, de banqueroute frauduleuse et de présentation de bilans inexacts. Le total des malversations qui lui sont reprochées avoisnerait 1 000 000 de francs. Arrêté le 2 septembre par des policiers du S.R.P.J. de Creil, M. Delvincourt a été remis en liberté contre le versement d'une forte caution, au terme d'une garde à vue de vingt-quatre heures.

Fondée en 1970, à Compiegne, au capital de 20 000 F, la société Jipey avait réalisé, en 1980, un chiffre d'affaires de 60 millions de francs. Employant quatre-vingt salariés à plein temps et de nombreux personnels intermittents dans ses quinze agences situées principalement au nord de la Loire, à l'exception de deux, respectivement installées à Lyon et à Cannes, cette société avait déposé son bilan le 15 avril. Mise en règlement judiciaire quatre jours plus tard, le 19 avril, elle continuait cependant à fonctionner sous l'administration d'un syndic, M. Pierre Couapel, de Compiegne. — (Corresp.)

● **La demande de mise en liberté de Mme Huguette Bessé, cinquante-trois ans, directrice de la librairie Jargon livre, 6, rue de la Reine-Blanche à Paris (18^e),** — proche des milieux d'action directe et insoumise depuis le 14 août pour avoir recélé trois cadres d'identité italienne vengés — a été rejetée le 3 septembre par M. Jean-Louis Brugère, juge d'instruction à Paris.

MÉDECINE

EN UN PEU PLUS D'UN AN DANS LES VOSGES

Plus de quatre cents personnes ont été intoxiquées par le plomb

De notre correspondant

Nancy. — Plus de quatre cents personnes ont été intoxiquées par le plomb au cours des quatorze derniers mois dans les Vosges. Il s'agit de cas de saturnisme hydrique (1), dû à une présence anormalement élevée de molécules de plomb dans l'eau potable.

Au total, ces intoxications touchent une quarantaine de communes, toutes situées sur le versant oriental des Vosges, dont le sol renferme en grande partie du grès. Il est toutefois difficile de chiffrer avec précision le nombre de personnes atteintes.

Le service du professeur Duc, du C.E.U. de Nancy, accueille encore actuellement des personnes intoxiquées. En 1978, une part suspecte de ces cas caractéristiques de saturnisme hydrique, notamment à Val-et-Châtillon (Meurthe-et-Moselle) avaient amené la Direction de l'écologie (Meurthe-et-Moselle) et le médecin-inspecteur régional à demander au préfet une enquête pour déterminer l'importance des risques d'intoxication dans le secteur alimenté par la nappe de grès vosgien. Des teneurs en plomb anormalement élevées avaient été, en effet, constatées dans les eaux utilisées par les habitants de nombreuses communes de Meurthe-et-Moselle et des Vosges. Plus de cinq cents personnes furent ainsi examinées par le laboratoire d'hygiène et de recherche en santé publique de la faculté de médecine de Nancy, dirigé par le professeur P. L. L. M. Michel Morlet, directeur départemental des analyses chimiques, qui alors en évidence les différentes phases du mécanisme de l'intoxication.

(1) Le saturnisme est constitué par l'ensemble des manifestations pathologiques liées à l'intoxication par le plomb. Le tableau clinique est composé de troubles nerveux (céphalées, insomnies, troubles digestifs) auxquels peuvent s'ajouter des modifications du psychisme.

L'eau de la nappe des grès vosgiens est chimiquement et bactériologiquement pure, elle est donc parfaitement potable. Mais, en passant dans le grès de ce versant des Vosges, elle se charge de gaz, notamment en anhydride carbonique, et devient légèrement acide, ce qui la transforme en une eau dite « agressive ». Elle reste encore parfaitement potable, mais elle s'attaque alors notamment aux tuyauteries en plomb des communes rurales. Dans ces communes rurales, le nombre de maisons possédant des canalisations de ce genre. L'eau qui s'écoule dans ces tuyaux se charge de molécules de plomb. Nous avons noté des concentrations allant jusqu'à 7 milligrammes par litre, alors que le norme française en ce domaine est de 0,1 milligramme par litre pour les eaux de consommation, commente M. Morlet. C'est généralement dans les familles où l'on boit le premier qui est atteint de saturnisme hydrique. Il prépare un général son café avec l'eau qui a passé la nuit en contact avec les tuyaux de plomb. Il tire encore de l'eau, par exemple pour se laver, et évacue ainsi les tuyaux pour le reste de la journée.

Des canalisations « toxiques »

L'évidente solution consiste, bien sûr, à supprimer les canalisations en plomb dans les communes concernées. C'est ce qui a été fait depuis longtemps pour les adductions d'eau principales qui sont à la charge de la commune. Mais les quelques mètres de tuyau restant, qui vont de la maison à la cuisine, sont à la charge des particuliers. Les communes et les particuliers des communes concernées ont donc toutes les communes doivent être servies, et ce à la charge des propriétaires. Ainsi, beaucoup d'entre eux reculent devant de telles dépenses. D'autant que ce saturnisme hydrique chronique présente souvent des signes cliniques discrets.

Face à des dépenses parfois importantes, certains ont recouru à un « système D » pour le moins

SPORTS

TENNIS

LE CHAMPIONNAT DES ÉTATS-UNIS A FLUSHING-MEADOW

Mythologiques combats de Titans

De notre envoyé spécial

Après l'élimination au deuxième tour de Thierry Tulasne par Harold Solomon, Yannick Noah est le dernier Français en lice des sept participants au championnat des États-Unis. Deux nouvelles victoires de séries ont été obtenues par le Français : Brian Teacher par Scott Davis, et Roscoe Tanner par Chip Hooper, un géant noir au service explosif. Les autres favoris, McEnroe, Connors, Lendl, Vilas et Kriek, ont passé un tour supplémentaire avec des bonheurs divers, aux dépens, respectivement, de Marty Davis, Plisket, Kim Mayotte, Hecovar et Victor Amaya.

Flushing-Meadow. — Le journaliste sportif est souvent soupçonné de gonfler l'épithète, de forcer la métaphore, d'abuser de l'exemple guerrier. Qui y a-t-il, par exemple, de plus pacifique qu'une partie de tennis ? Deux messieurs séparés par un filet, échangeant des balles dans un rectangle de craie, sous l'œil d'un tiers qui évalue poliment une arithmétique fort bizarre. D'aucuns s'étonnent donc que le maintien d'une requête et d'une balle évoque coups de marteau, boulets, missiles et explosions diverses. Pourtant, quand une montagne de muscles fait face à un homme de taille moyenne et que la vitesse de la balle qu'ils échangent est légèrement subsonique, à quel point on pense ?

Précisons, comment décrire la rencontre Chip Hooper-Roscoe Tanner sans évoquer les mythologiques combats de Titans ? Car ce fut bien, vendredi 3, sur le « Grandstand » de Flushing-Meadow, un affrontement sans merci.

Tanner, c'est le Californien de trente et un ans qui, en 1979, avait fait sensation lors de la finale de Wimbledon, avant de se faire tomber en quart de finale, à New-York. Ses jambes se sont

un peu alourdies, mais son service est une arme implacable. Vendredi, il a réussi la bagatelle de vingt-quatre bacs. Hooper, c'est ce Noir immense de vingt-trois ans, qui transpire comme une éponge, qui se déplace avec une lenteur exaspérante entre les échanges, mais qui a gravi quatre à quatre les échelons du classement de l'Association des tennis professionnels grâce à son service foudroyant.

Le choc de ces deux superservants est, comme on s'en doute, une solution parfaite. Ille de court-circuit, chacun voulait assommer l'autre. Pour y parvenir, ils prenaient des risques fous, se ruant au filet comme des fous. Mais, comme on s'en doute, ils ne voulaient céder un pouce de terrain. Après quatre-vingt-dix minutes d'un tennis coup de tonnerre, ils étaient strictement à égalité : chacun avait gagné trente et un jeux et deux tie-breaks. Il fallut recourir une troisième fois au cinquième — solution parfaite — filet, que — pour les départager — Tanner envoya deux volées dans le filet et Hooper prit lever les poings au ciel en signe de triomphe (6-7 7-6 4-6 7-6 7-6).

À considérer sa victoire à la stature imposante, on aurait pu penser que l'heure des géants était sonnée au pays des gratte-ciel et que tous les Titans pouvaient aller se réchauffer, mais alors que le petit président de l'Association des tennis professionnels battait tranquillement Tulasne (6-2 6-7 7-6 6-0), décidément mal à l'aise par temps chaud, toute une armée de joueurs dépassant les 190 centimètres et servant le plomb allait disparaître.

De la façon la plus brutale, Brian Teacher, quart de finaliste à Wimbledon, concéda trois sets au tie-break à Scott Davis (7-6 7-6 7-6), qui végétait dans les profondeurs du classement. L.T.P. Victor Amaya, de plus en plus épuisé, ne parvint pas à poser de

docteur. Il fit ainsi consciencieusement bouillir l'eau, ce qui lui évitait de faire ses propres réserves. Il prit ainsi les conseils fort simples donnés lors d'une campagne de sensibilisation : faire bouillir l'eau quelques minutes le matin, et surtout ne pas récupérer cette eau pour faire cuire des aliments qui fixeraient alors le nouveau plomb. À la suite d'un rapport établi par un ingénieur conseil de Baccarat, M. Drapier, chaque commune concernée par le saturnisme hydrique connaît depuis octobre 1981 le prix de revient de l'installation et de la surveillance d'une station de neutralisation de l'eau qui serait adaptée à ses besoins.

Cette seconde solution, qui permet d'échapper aux milliers de cas particuliers de changement de tuyaux des maisons, consiste donc à équiper les réservoirs d'eau des communes d'un filtre neutralisant. Ainsi traitée, l'eau peut traverser les derniers mètres de tuyaux de plomb qui mènent aux robinets sans se charger du métal indésirable. La commune de Badonviller, en Meurthe-et-Moselle, est équipée d'une telle installation depuis 1968. Même chose pour les communes de Baccarat, Badonviller-au-Bois et La Chapelle depuis 1978. Le maire de Baccarat, M. Roger Chamblat, a même pour sa part qu'il vient d'équiper deux des neuf réservoirs qui alimentent la ville. « Mais les réactions de certaines municipalités sont très diverses », se défend M. Philippe Lestrain, qui vient de consacrer sa thèse de doctorat en pharmacie à ce problème, et qui regrette, pour sa part, qu'il n'y ait pas encore eu la création d'un syndicat intercommunal ou départemental groupant toutes les communes concernées par ce problème.

En attendant, le saturnisme hydrique reste une réalité à Meurthe-et-Moselle et dans les Vosges à cause de quelques tuyaux de plomb et sans que soit pris en considération ce qu'il en coûte au budget de la santé pour le traitement des intoxications chroniques, consécutives ou non de leur état.

JEAN-LOUIS BEMER.

GRAVES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES À L'HÔPITAL INTERCOMMUNAL DE CRÉTEIL

Selon les délégués de la C.F.T.C. de l'hôpital intercommunal de Créteil (Val-de-Marne) (1), celui-ci connaît depuis plusieurs mois de graves difficultés financières qui porteraient son déficit budgétaire annuel à quelque 80 millions de francs. Les délégués syndicaux ajoutent que certains produits commencent à manquer, notamment des réactifs de laboratoire, les fournisseurs n'étant pas payés. Depuis plusieurs mois, les salaires du personnel seraient réglés grâce aux avances de la Sécurité sociale sur le remboursement des prix de journée d'hospitalisation.

Dans un communiqué, le ministre de la santé précise que le déficit de l'hôpital n'atteint que 30 millions de francs, et que le ministère a demandé à la Sécurité sociale de consentir dans l'immédiat « une avance de trésorerie de 30 millions de francs, en anticipation des remboursements qui devront être versés à l'hôpital quand sa facturation sera régularisée. Une étude attentive est en cours et débouchera inévitablement sur un plan de redressement de la gestion. Une réunion était déjà prévue pour le mercredi 8 septembre, sous la présidence du commissaire de la République du Val-de-Marne », ajoute le ministère.

Enfin, le ministre de la santé indique que « ces difficultés n'ont et n'auront pas d'influence sur la qualité des soins dispensés par cet hôpital », où un nouveau directeur vient d'être nommé.

(1) Le Centre hospitalier intercommunal de Créteil (CHIC) est totalement séparé, dans sa gestion, de l'hôpital Henri-Mondor de Créteil qui relève de l'Assistance publique de Paris.

SCIENCES

● **Un nouveau satellite japonais a été lancé, avec succès, vendredi 3 septembre,** par l'Agence nationale japonaise pour le développement spatial (NASDA). Ce tir a eu lieu depuis la base de lancement de Tanegashima, dans une zone de la mer du Japon. Le satellite, qui est chargé de toutes sortes de matériels destinés à des expériences à caractère technologique, fonctionnerait correctement. — (A.P.)

FOOTBALL

Le championnat de France

DÉFAITE DE NANTES DEVANT PARIS-SAINT-GERMAIN

Invalide depuis le début du championnat, le Football Club de Nantes a connu sa première défaite, vendredi 3 septembre, au Parc des Princes contre le Paris-Saint-Germain.

Battu deux buts à un, les Nantes ont dû laisser le premier but de la victoire à Paris-Saint-Germain, à la minute de jeu, à la suite d'un tir de Lillo, un récidiviste (1-1) et à Toulouse, qui sur son terrain a eu quelques difficultés à battre Rosen (2-1).

Des incidents ont marqué le fin du match Paris-Saint-Germain-Nantes. Contestant avec véhémence le pénalty qui donnait la victoire aux Parisiens à l'ultime minute du match, les Nantes s'en sont pris à l'arbitre, M. Lambert, qui a dû être protégé pour regagner les vestiaires.

LES RÉSULTATS (Chaque jour)

Lille-Lens 1-1
Strasbourg-Auxerre 0-0
Bordeaux-Metz 0-0
Bastia-Nancy 0-0
Paris-Saint-Germain-Nantes 1-0
Saint-Malo 1-1
Lyon-Saint-Etienne 2-1
Laval-Toulon 0-0
Toulon-Bordeaux 1-0
(N.B. : Sochaux en match).

Classement. — 1. Lens, 8 points ; 2. Toulon, 5 ; 3. Nantes, 5 ; 4. Laval, 4 ; 5. Paris-Saint-Germain, 3 ; 6. Bordeaux, 3 ; 7. Metz, 3 ; 8. Auxerre, 3 ; 9. Bastia, 3 ; 10. Nancy, 3 ; 11. Sochaux, 2 ; 12. Strasbourg, 2 ; 13. Saint-Etienne, 2 ; 14. Lyon, 2 ; 15. Lillo, 2 ; 16. Nantes, 1 ; 17. Metz, 1 ; 18. Sochaux, 1.

LE MONDE diplomatique

de septembre EST PARU

AU SOMMAIRE :
● Les chances de la chirurgie biliaire ou liban.
● Les armées des États-Unis.

سكزا من الامن

RADIO-TÉLÉVISION

Quelle télévision pour demain ?

II. - L'heure des choix

par ALAIN GRANGÉ CABANE (*)

La télévision de demain devra tenir compte d'une situation nouvelle, marquée notamment par la prolifération des moyens de communication, la pénurie des programmes, la croissance des coûts, l'individualisation de la consommation, la privatisation du marché (le Monde du 4 septembre). Dans ces conditions, les choix politiques, techniques, culturels seront déterminants pour dessiner le futur paysage de l'audiovisuel.

Choisir n'est pas toujours chose aisée, ne serait-ce qu'en raison des incertitudes dues à la technologie et dont les exemples abondent. Annonces comme l'ont été depuis plus de cinq ans, le vidéodisque n'est toujours pas au rendez-vous : les expérimentations récentes semblent devoir tempérer l'optimisme affiché dans les fibres optiques. A l'inverse, qui se risquerait à exclure l'irruption prochaine, sur le marché grand public, du récepteur de télévision numérique ou du téléviseur géant à cristaux liquides, lesquels n'en sont encore qu'au stade du prototype ?

Par-delà ces incertitudes qu'on pourrait qualifier de secondaires, deux interrogations fondamentales apparaissent qui exigent des choix politiques : quelle sera la situation future du secteur de la communication audiovisuelle ? Quelle sera, dans ce secteur, la répartition des pouvoirs et des forces entre les différents intervenants ? De la réponse à ces deux questions dépend largement notre identité culturelle de demain.

En admettant même que soient technologiquement viables toutes les innovations que l'on peut entrevoir - ce qui n'est pas évident - toutes ne trouveront pas forcément leur public. Ainsi qu'on l'a vu, en effet, les consommateurs sont conduits à procéder à des arbitrages financiers, compte tenu du coût cumulé qu'impliquent l'accès à tous les moyens de communication audiovisuelle. En supposant même résolu le problème financier, M. Durand ne pourra, en l'an 2000, profiter totalement de tout son appareillage audiovisuel : ses journées ne dureront toujours que vingt-quatre heures, il ne pourra quotidiennement regarder le western de la 3^e chaîne, dialoguer avec la S.N.C.F. ou avec la Redoute par télématique, lire le vidéodisque hebdomadaire auquel il est abonné et vibrer, sur un canal « crypté » et décodé moyennant paiement, aux exploits de Roland-Garros. Même si son budget-argent est extensible, le budget-temps de M. Durand restera limité.

Enfin, certains moyens de communication seront en mesure, dès lors qu'ils auront conquis une part notable du marché de l'audiovisuel, d'une manière telle que d'autres en seront définitivement écartés. On peut ainsi craindre que les retards successifs du vidéodisque grand public ne l'écartent définitivement d'un marché qui aurait entre temps été saturé en magnétoscopes.

Par ailleurs, il faut savoir que les différents choix qui sont faits ponctuellement, en matière technique, politique ou culturelle, ne sont pas sans réagir sur l'équilibre global du secteur audiovisuel.

Câbles contre vidéogrammes

La télévision par câbles fournit un bon exemple de ces réactions en chaîne. A-t-on jamais réfléchi à ce paradoxe que deux des pays les plus « câblés » au monde (Belgique et États-Unis) sont ceux qui tout oppose (géographie, densité, système de télévision...). ? Le développement massif du câblage n'est donc lié à aucun déterminisme, mais procède d'un choix institutionnel délibéré.

Or, selon qu'il sera ou non décidé de câbler l'espace français, on favorisera ou non l'apparition de la télévision à péage, laquelle peut concurrencer vivement le développement des vidéogrammes. Mais, aujourd'hui, à ce stade de l'évolution, le choix du câblage est en grande partie commandé par le lancement d'un satellite de télévision directe : il semble, en effet, techniquement plus simple et économiquement plus rentable de distribuer les programmes du satellite en câblant les agglomérations à partir d'une antenne de réception unique, plutôt que d'équiper chaque foyer d'une antenne individuelle. On constate donc que le satellite conduit au câblage, lequel favorise la télévision à péage, celle-ci menaçant les vidéogrammes.

Le vidéodisque, quant à lui, fournit un exemple des interactions résultant de choix techniques. Deux modèles sont, à titre principal, étudiés : l'un est assez économique et s'apparente à la lecture mécanique de nos disques sonores ; l'autre est beaucoup plus sophistiqué et utilise la lecture optique par rayon laser. Or les coûts des deux modèles sont actuellement dans un rapport de 1 à 3 ou 4. Selon que l'un des deux systèmes fera prime sur le marché, il est probable qu'il freinera le développement de l'autre. Qui plus est, le système « économique » l'emporte, il sera en mesure de concurrencer efficacement les vidéocassettes, de freiner l'apparition de la

télévision à péage, voire de détourner une partie de l'audience des grands réseaux de télévision classiques.

Les choix culturels, on s'en doute, ne sont pas plus neutres. Selon qu'au troisième canal - relayé, en plus de T.F.1 et A.2, par satellite, - seront imposées des exigences « culturelles » plus ou moins fortes, l'attraction exercée par cette nouvelle chaîne sur les téléspectateurs sera plus ou moins grande ; par voie de conséquence, l'équipement des ménages en appareils permettant la réception directe sera plus ou moins rapide ; et cette plus ou moins grande rapidité influera sur l'audience de ce troisième canal et donc sur les tarifs publicitaires qu'il pourra pratiquer ; mais alors, le financement de ce troisième canal ne pouvant être négligé, le montant de la redevance et la répartition entre les parties prenantes s'en trouveront affectés.

On pourrait multiplier ainsi les exemples d'interactions entre les choix possibles qui s'offrent aux pouvoirs, qu'ils soient politiques ou industriels ; ces choix sont autant de carrefours dont l'enchaînement dessine une pluralité d'itinéraires.

Par-delà ces incertitudes, on peut néanmoins penser que, dans la gamme des moyens d'expression possibles, deux jouent un rôle déterminant ; ce sont d'ailleurs les plus différents à tous égards : la télématique, d'une part, les grands réseaux de télévision (hertzien ou par satellite), d'autre part.

Contrairement aux pronostics récents - les Casseurs de l'audiovisuel ont tous annoncé la désaffection pour les grands réseaux, du type des « networks » américains - les chaînes de télévision classiques ne seront que peu touchées par l'évolution, ne serait-ce que parce qu'elles s'adressent au plus large public et qu'on a régulièrement besoin, dans une communauté donnée, de retrouver une certaine dose de consensus et de se référer à des repères identiques. A l'opposé de ces réseaux massifs, se développera la télématique, c'est-à-dire la consommation individuelle - personnalisée, pourrait-on dire - du petit écran, pour le renseignement pratique aussi bien que pour le dialogue social.

Entre ces deux extrêmes, de nombreux acteurs peuvent trouver leur rôle, principal ou secondaire, sur le théâtre de l'audiovisuel. Force est alors de définir quels rapports, quelles relations, se noueront entre eux.

Trois modes d'organisation

A cet égard, trois modes d'organisation sont théoriquement concevables : la concurrence, la spécialisation, la hiérarchisation.

Même si la compétition entre pourvoyeurs de programmes va s'accroître, il est douteux qu'une concurrence sauvage et généralisée s'instaure. D'abord parce qu'il s'agit d'un mode d'organisation sociale qui, en cette matière au moins, est relativement dépendant. Ensuite parce que les futurs acteurs du théâtre audiovisuel ne passeront pas d'un poids égal ; comment, par exemple, comparer l'impact économique, culturel ou social d'une chaîne de télévision diffusée par satellite et d'un éditeur de vidéogrammes ? Enfin, les différents modes d'expression possèdent chacun des atouts et des handicaps dans tel type de communication, il en résultera forcément une certaine spécialisation.

Il n'est pas intéressant de préciser cette spécialisation. C'est ainsi que les vidéogrammes sont - c'est une évidence - dans l'incapacité d'offrir des programmes « en direct », lesquels resteront donc l'appanage des réseaux classiques ou de la télévision à péage. C'est ainsi, d'autre part, que les supports privés ne peuvent, sauf exception ou alibi, s'intéresser qu'à des programmes économiquement rentables : ils pourront, occasionnellement, proposer une œuvre « exigeante », mais devront, le plus souvent, se consacrer à des programmes attractifs, voire démagogiques. Les grands réseaux diffusés par satellite seront, quant à eux, conduits à rechercher la plus large audience ; d'abord parce que c'est le mode de diffusion qui permet d'atteindre le plus vaste public ; ensuite, parce que leur coût de diffusion est à la fois élevé en valeur absolue (il y a donc intérêt à l'« amortir » sur un large auditoire) et marginalement nul (le captage par un téléspectateur supplémentaire n'entraîne aucune dépense pour le diffuseur). Les vidéogrammes, à l'inverse, rechercheront plutôt des publics spécialisés, aux préoccupations homogènes : ils constitueront au surplus le meilleur moyen d'exportation de programmes, ce qui rend d'ailleurs plus sérieuse la menace d'un envahissement.

(*) Maître de conférences au Conseil d'État, ancien directeur de cabinet de MM. Marcel Juhan, Maurice Ulrich et Pierre Desgraupes, présidents successifs d'Antenne 2.

ment culturel venu d'ailleurs. Les vidéogrammes constituent également le moyen le mieux adapté à la conservation de l'audiovisuel ; le vidéodisque apparaît notamment comme particulièrement précieux pour la fonction d'archivage, de mémoire collective de notre temps, qui est depuis si longtemps négligée. Enfin, la télématique sera évidemment le mode idéal de communication personnalisée, le seul, au surplus, à garantir une certaine confidentialité.

Il est évident, néanmoins, que, de même que la concurrence pure et parfaite n'est guère plausible, la spécialisation ne sera pas absolue ; elle se comblera avec une sorte de « hiérarchisation » des modes de communication.

Par « hiérarchisation » - à défaut d'autre vocable - il faut entendre un mode d'organisation de l'audiovisuel proche de celui qui gouvernait l'exploitation cinématographique jusqu'il y a environ quinze ans. Avant l'apparition des multiscopes, un film était d'abord projeté dans un très petit nombre de salles dites « de première exclusivité », le plus souvent parisiennes ; ce n'est que plusieurs semaines après qu'il abordait un circuit plus vaste, dit « de deuxième exclusivité » ; ce n'est que beaucoup plus tard, enfin, que les cinémas « de quartier » étaient en mesure de le programmer. Comme on se le rappelle, cette hiérarchisation - qui a pratiquement disparu, avec comme conséquence un amortissement accéléré, mais souvent insuffisant, des films - était fondée sur le temps et sur l'argent : plus on souhaitait voir un film récent et plus le prix du billet était élevé.

On peut penser que l'audiovisuel de demain pourrait reproduire un tel mode d'exploitation : les œuvres seraient d'abord diffusées par les seules télévisions à péage, puis distribuées en vidéogrammes (achet ou location), avant d'être louées aux grands réseaux. Une telle évolution s'inspirerait d'ailleurs de l'édition, où les livres sortent d'abord en publication originale, puis en version « clubs de lecteurs », avant d'être repris en format de poche.

Une typologie

A cet égard, on peut, pour terminer ce balayage du futur, esquisser une typologie des programmes audiovisuels, en combinant leur contenu et leur mode de diffusion privilégié.

S'agissant des programmes d'information, les journaux télévisés resteront, en raison du direct, l'appanage des grands réseaux ; une certaine concurrence sera cependant exercée par le câble (pour l'information locale) et par la télématique (pour l'information personnalisée). Les magazines d'information devraient également demeurer à l'avantage des grands réseaux ; cependant, une certaine concurrence de la télévision à péage, voire des vidéogrammes, n'est pas à exclure, surtout pour les programmes thématiques (littérature, science, médecine...).

S'agissant des programmes culturels, les documentaires - qu'ils soient artistiques, musicaux ou sociologiques - se prêteront plus facilement à une exploitation par vidéogrammes, voire par télévision payante. Cela étant, les grands réseaux ne pourront négliger ce type d'émissions, à la fois pour la cohérence de leur programmation et en raison des sujétions d'intérêt général qui continueront de peser sur les chaînes de service public.

Dans les programmes de divertissement, il convient de mettre à part les films et la fiction (téléfilms) ; ces programmes feront l'objet d'une concurrence assez généralisée, éminemment tempérée par la « hiérarchisation » évoquée ci-dessus ou par des coproductions multimedias. Les spectacles sportifs devraient rester l'appanage des grands réseaux, ceux-ci devant cependant lutter contre les télévisions à péage qui tenteront d'acquiescer, en exclusivité, les droits de retransmission de certaines compétitions majeures.

Restent les programmes spécifiques, que cette spécificité tienne au public visé (émissions pour la jeunesse), à l'objet poursuivi (programmes de formation ou de perfectionnement) ou au contenu (films pornographiques par exemple) ; ces programmes « ciblés » seront le domaine privilégié des vidéogrammes en raison des possibilités de lecture et de la liberté de l'heure de consommation.

Comme on le constate, contenus et supports ne se combinent pas de manière aléatoire. Une certaine logique préside aux relations entre le « soft » et le « hard », c'est-à-dire entre l'esprit et la matière. Finalement, la décision de privilégier outrageusement celle-ci par rapport à celle-là.

FIN

A « Apostrophes »

Un aréopage édifiant

Il se sont vraiment montrés gentils les uns envers les autres, ces six romanciers - quatre femmes et deux hommes - que Bernard Pivot avait réunis vendredi sur son plateau pour inaugurer la rentrée littéraire. Et pourtant, à en croire le meneur de jeu, ils entraînent en concurrence pour les fameux prix : tous déjà connus par leurs romans antérieurs, leurs passages à Apostrophes, les distinctions obtenues.

Or ils ont aussi, sinon plus, vanté la marchandise du voisin que la leur propre. Des plus éblouissants, cet aréopage qui ressemble à une société d'encensement mutuel !

Hortensia Dufour, l'auteur de la Marie-Marraine, invitée cette fois pour le Bouchon, s'est surpassée dans l'éloge : « d'autant que son incantatoire n'a-t-elle pas

confié l'émoi, la transe, la « culte à petites doses » que lui ont communiqués la Marie Tienfenthaler, de Muriel Cori et son « faiblesse spermatique » (?) ou les Fous de Bessan, d'Anne Hébert, ce « grand petit chef-d'œuvre » assurait-elle !

Elle a méconnu par son vibrato admiratif le petit cercle qui pourtant n'était pas en reste. Alain Garber et Anne Hébert auraient pu s'opposer sur un Canada où l'une est née et dont l'autre rêve avec son Lapin de lune. Pas du tout. La Canadienne de naissance n'a fait aucune difficulté pour intégrer à son folklore la légende aztèque que l'hôte de passage imprime dans ses paysages de neige.

Alain Garber et Catherine Rihoit (la Favorita) ont communiqué en

Scott Fitzgerald. Frédéric Tristan (la Cendre et la Foudre) et Alain Garber ont magnifié ensemble le pouvoir de l'illusion, la grande chimère qui renait de ses cendres pour rendre l'espoir à l'homme. Aux antipodes, pourtant, leurs deux romans. Celui de Frédéric Tristan développe une légende d'initiation propre aux sociétés secrètes de la Chine... Il s'est passé quelquefois à Apostrophes d'autres affrontements ! Vendredi soir, tout baignait dans l'huile et la pommeade, en dépit des veines très diverses - autobiographique, légendaire, symbolique, satirique - qui nourrissaient les inspirations. Du moins le téléspectateur aura-t-il pu prendre conscience de la variété du champ littéraire et de la douceur des mœurs qui y règnent.

J. P.

Samedi 4 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Série : *Serpico*. Réalisation A. March. *Serpico* a des ennemis d'argent, de femmes et des difficultés pour défendre sa vie au cours d'une chasse à l'homme dans les docks new-yorkais.
- 21 h 35 Variétés : *Rêve d'ouest, rêve d'est*.
- 22 h 35 Magazine d'actualité : *Sept sur sept*. De J.-L. Burgel, E. Gilbert et F.-L. Boulay. Au sommaire : la télévision des autres : Cuba ; un portrait de Yasser Arafat, leader de l'O.L.P. ; racisme et reggae en Angleterre ; voir Véronne et Alda ; le grand témoin de la semaine sera Bernard Kouchner, de Méliès du monde.
- 23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Messieurs les jurés : *L'affaire Baudrières*. De F. Claude, réal. A. Michel. *L'assassinat d'une épouse ambitieuse, Jean-Marie Baudrières, homme de talent, est décrit dans le labyrinthe du show-business.*
- 22 h 45 Magazine : *Cinéma-cinéma*. De M. Bonjot, A. Andrieu et C. Ventura. Au sommaire : une interview de Charlton Heston, hôte d'honneur du Festival de Deauville ; un reportage sur le tournage du nouveau film de Francis Coppola, etc.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 On sort ce soir : *Le Canard sauvage*. Pièces en cinq actes de Henri Lhote, avec A. Rignault, M. Bonnaud, M. Robin. Mise en scène de L. Pissière, réal. G. Lescarrouet.
- 22 h 45 Prélude à la nuit. Concerto pour flûte, basson, violon, etc., de Vivaldi, par l'Ensemble Secolo Barocco.
- 23 h 25 Journal.
- 20 h 30, Concert (donné en l'église Saint-Merri à Paris le 29 juillet 1982) : « De profundis, grand motet pour soli » de Delalande ; « Grand Te Deum à double tour », de Lully, par la Grande Eglise et la Chambre du Roy, choristes de la cathédrale de Worcester, dir. J.-C. Malgouère, sol. P. Eswood, haute-contre ; J. Elwes, ténor ; N. Tuller, baryton ; G. Reinhard, basse.
- 22 h 36, La nuit sur France-Musique : Musique de nuit : œuvres de Bridge ; 23 h, Entre guillemets ; 0 h 5, Poissons d'or : œuvres de Nynae, Lampard.

Dimanche 5 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 9 h 15 A Bible ouverte.
- 9 h 30 Orthodoxie.
- 10 h Présence protestante.
- 10 h 30 Le jour du Seigneur.
- 11 h Messe. Célébrée avec la paroisse d'Als-d'Angoulême (Cher). Prédicateur : Père G. Nisim.
- 12 h Série : *L'aventure des plantes*. De J.-M. Pelt et J.-P. Cury. *Le contrat avec les insectes*.
- 12 h 30 La bonne conduite.
- 13 h Journal.
- 13 h 20 La clé sous le paillasson. (et à 14 h, 15 h 40, 19 h).
- 13 h 30 Sports dimanche.
- 14 h 30 Sports dimanche. Cyclisme : championnat du monde à Goodwood ; Tirer à l'arc : tournoi de Nicklaus et Balesares.
- 15 h 10 Série : *Par l'amour du risque*. De J. Dassin animé : Daily Duck.
- 15 h 30 Les animaux du monde. Le légionnaire du monde.
- 16 h Journal.
- 16 h 35 Cinéma (Hommage à Ingrid Bergman) : *Pour qui sonne le glas*. Film américain de S. Wood (1945). Avec G. Cooper, I. Bergman, A. Tamm, A. de Cordova. En Espagne, pendant la guerre civile, un Américain qui se bat du côté des républicains, est chargé de faire passer un pont par-dessus les fascistes. Il s'agit d'une jeune fille recueillie par son groupe de partisans.
- 17 h 45 Sports dimanche soir.
- 18 h 05 Journal.
- 18 h 30 A Bible ouverte.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 11 h 40 Cours d'anglais.
- 12 h Plateau 45. Avec Roy Music, C. Paterlin, B. Baxter, M. Zola, A. Ant, Asia, etc., etc.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 20 Série : *Hunter*. Le groupe K (réal.).
- 14 h 05 Londres-Paris. Arrivée de la course des avions UL (Ultra Légers Motorisés), en direct du bois de Boulogne.
- 15 h 05 Feuilletton : *Les amours de la Belle Époque*. Ces dames au chapeau vert (Réal.).
- 16 h 05 Documentaire INA : *Botaniques*. Série proposée par F. Dumas. *Troisième volet de cette merveilleuse et très imaginative série sur la végétation. Ici rencontre avec un jardinier et sa position (par Dominique Pige) ; une longue gourmandise sur l'arbre à pain (par Valérie Sarmiento) ; et pour terminer un minuscule chef-d'œuvre, une étude comparative - et combien subjective ! - de René Ruiz sur les jardins anglais et français.*
- 16 h 25 Le Muppet Show.
- 16 h 55 Série : *Le Journal*. Réalisation : P. Lefèvre (Réal.). *A partir d'un fait divers, la découverte des rouages d'un quotidien d'information.*
- 17 h 55 La chasse aux trésors.
- 18 h 55 Stade 2.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Jeux sans frontières. De Guy Lux et C. Savat, A. Grand (Belgique).
- 22 h Série : *Sept sur sept*. Les charpentiers, réalisation J.-M. Soyas. *Le métier de charpentier : la conception d'une charpente, la fabrication des différents éléments, etc.*
- 22 h 50 La grande parade. De J.-C. Avery. Avec John Lewis et S. S. Assmusen.
- 23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 19 h 40 Spécial DOM-TOM. Élections en Nouvelle-Calédonie ; la saison touristique à Saint-Pierre et Miquelon.
- 20 h Pour les jeunes : *Il était une fois l'homme*.
- 20 h 35 L'homme et la musique : *Yehudi Menuhin*. Par Y. Menuhin et W. Davis, avec Ch. Weir. Réal. R. Boeking et J. Thomson. N° 3 : Au carrefour de la musique. *A l'aide du violoncelle, on peut croire que tout le monde fait de la musique, chaque salon a son piano, chaque musée-kali a ses retables baroques, et chaque salle de concert ses poèmes symphoniques. Yehudi Menuhin nous parle de Stravinski et de Nijinski, de Debussy et du début du phonographe. De la vieille télévision.*
- 21 h 25 Courts métrages français. *Rupture*, de Pierre Eliax et Jean-Claude Carrière. *Et vogue la malaisie*, de Marie-Eve et Marie-France Molle.
- 22 h Journal.
- 22 h 30 Cinéma de minuit (cyclo Danièle Darrieux) : *L'affaire Clodion*. Film américain de J.-L. Mackiewicz (1952). Avec J. Mason, D. Darrieux, M. Rennie, W. Hazendon, O. Karivier (v.o. soustruée, N.). En 1944-45, un valet de chambre de l'ambassade d'Ankara photographie des documents secrets qu'il vend à l'Allemagne, par l'intermédiaire d'une comtesse aventurière. Inspiré d'une authentique affaire d'espionnage, la vision grotesque d'une société corrompue où s'agitent des personnages cyniques, ambigus comme Mankiewicz les aime. Un tableau de mœurs dans lequel James Mason et Danièle Darrieux prennent une drôle de satisfaction.
- 0 h 25 Prélude à la nuit. Pièces en concert, la Tronche, Air du diable, de Couperin, par R. Fléchet, violoncelle.

FRANCE-MUSIQUE

- 12 h 45, Disques rares, de V. Kalabis.
- 14 h, Sois à Dijon.
- 14 h 5, La Comédie-Française présente : « Mame pour un sacre viennois » et « Trio pour deux canaris », de B. De Coste.
- 16 h 5, Marcel Mihalovici, témoin de son temps : Autoportrait.
- 17 h 30, Escapes de l'esprit : La comédie de Ségur (« L'Ours », textes les par F. Descault, G. Tourlet, M. Thierry, etc.).
- 18 h 30, Ma non troppo.
- 19 h 18, Le chœur des chœurs.
- 20 h Opéra français : « Naissance de la lyre » (création à l'Opéra le 17-6-1979), « Padmaavati » (création le 1-6-1923), « Aeneas », d'Albert Roussel ; « Orphée et le Prince d'amour », de Florent Schmitt.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, Concert-promenade : Œuvres de Gabaye, Waldteufel, Grothe, Schulerberg, Rubinstein, Lanner, Saint-Saëns, Kalman, Paganini-Kreisler, Thomas, Donizetti, J. Strauss, Weber, Abraham.
- 8 h 2, Caustice (télégramme des Cantates, de J.-S. Bach).
- 9 h 2, Magazine international.
- 12 h 5, Concert, œuvres de Haydn, Bartok, Beethoven.
- 14 h, D'une oreille l'autre.
- 16 h, Concerto Fantastique-n° 2 par B. Kravcen, baryton ; œuvres de Debussy, Schubert, J.-S. Bach, Dargomyzki, Tchaikovski, Monteverdi, Martin, Chopin, Duparc.
- 18 h, Jazz vivant : le pianiste R. Blake, le pianiste M. Nock.
- 20 h, Concert (en direct de la Philharmonie de Berlin) : « Das klagende Lied », de Mahler, par l'Orchestre philharmonique de Berlin et les chœurs de la cathédrale Saint-Hedwig, dir. H. Zander ; chef des chœurs, R. Rader ; sol. C. Gayer, soprano ; R. Yaker, soprano ; B. Fritzsche, alto ; M. Jung, ténor.
- 22 h, La nuit sur France-Musique : Musique de nuit, œuvres de Mahler, Berwald, Mozart, Borodine, Haydn, Chopin, Aulfré ; 0 h 3, Raptures.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 5 SEPTEMBRE

- M. Jacques Blanc, secrétaire général du P.R., député de la Lozère, est reçu au journal de R.M.C. à 12 h 45.
- M. Pierre Mauroy, premier ministre, participe au « Club de la presse » d'Europe 1 à 19 heures. (En direct de la mairie de Lille).

CARNET

INFORMATIONS « SERVICES »

Naissances

- M. P. Dubois-Dayme,
M. J. Frisch,
M. A. Ligonat,
ont la joie d'annoncer la naissance de leur arrière-petit-fils
Simon,
chez leurs petits-enfants Emmanuel
et Pascale BAILEYGUIER, le
26 août 1982.
41, rue de Jussieu, Paris.
42, avenue de Saxe, Lyon.
30, rue du Calvaire, Saint-Cloud.

- Christian Hiesse et Isabelle, née
Hirsch-Marie, sont heureux d'annoncer
la naissance de
Grégoire,
le 22 août 1982.
26, rue Dagorno,
75012 Paris.

Décès

CLAUDE SCHAEFFER

On nous prie d'annoncer le décès
survenu le 25 août 1982, dans sa quatre-
vingt-cinquième année, de
Claude F. A. SCHAEFFER,
membre de l'Institut
(Académie des inscriptions
et belles-lettres),
officier de la Légion d'honneur,
professeur honoraire
au Collège de France,
docteur H.C. de l'université d'Oxford.
De la part de :
Mme Claude Schaeffer, née Odile
Ferrer, son épouse.
Ses enfants, petits-enfants,
Et toute la famille.
Les obsèques ont eu lieu dans
l'intimité familiale à Saint-
Germain-en-Laye.
Cet avis tient lieu de faire-part.

[Né le 6 mars 1898 à Strasbourg, archéologue,
Claude Schaeffer a mené de très nom-
breuses campagnes de fouilles à Enlène-Auzac
(Charente) et à Ras-Shamra-Ougarit (Syrie). Ses
découvertes ont renouvelé les connaissances
que l'on avait de l'économie, de la langue, de la
civilisation et de l'histoire de la Préhistoire et des
régions voisines (Mésopotamie, Liban, Syrie et Israël).
C'est ainsi qu'il a permis la
restitution de l'ancienne littérature phénicienne
par des textes remontant au quinzième siècle
avant notre ère.

Dans les ouvrages qu'il a écrits, il a exposé le résultat
de ses recherches. Claude Schaeffer a entrepris une
étude comparative de toutes les fouilles relatives
à l'âge du bronze (troisième et deuxième
millénaires) en Syrie, Phénicie, Palestine, Asie
Mineure, Chypre, France et Grèce.

En 1951, Claude Schaeffer est professeur de
préhistoire européenne et d'archéologie nationale
à l'école du Louvre, avant d'être nommé, en 1954,
à l'École de France, au Collège de France. En avril
1982, il a été élu membre de l'Institut, à l'Académie
des inscriptions et belles-lettres.]

- On nous prie d'annoncer le décès
accidentel, survenu à Saint-Tropez le
1^{er} septembre 1982, de

Violette AUBERTIN,
née Gabriel.

De la part de son époux Pierre Aubertin,
Hélène et Pierre-Jean Régis et leurs
enfants,
Dominique et Jean-Baptiste et leurs
enfants.
Ainsi que de ses frères, belles-sœurs,
Et de toute la famille.
Les obsèques auront lieu le lundi
6 septembre 1982, dans la plus stricte
intimité, au cimetière parisien de Thiais,
à 16 h 30.
Cet avis tient lieu de faire-part.

70, rue d'Alsace,
75014 Paris.

- Mme Jean-Claude Hutter, née
Janette Labat,
Jean-Pierre et Liliane Hutter-Buffat,
Sarah, Bruno, Romy,
Philippe et Elisabeth Pot-Hutter,
Florence Hutter et Jean-Paul Villaret,
Thierry Hutter, Florian Hutter,
ont l'immense chagrin de faire part du
décès subit, à l'âge de cinquante-neuf
ans, de

Jean-Claude HUTTER,
ingénieur civil des Mines.
L'enterrement a eu lieu à Saint-
Laurent-le-Minier (Gard), le
20 août 1982.

- Ainsi parle l'Eternel :
c'est dans le calme et la
confiance que sera votre
force.

Ecrit 30, verset 15.
6, rue Paul-Doumer,
91370 Verrières-le-Buisson.

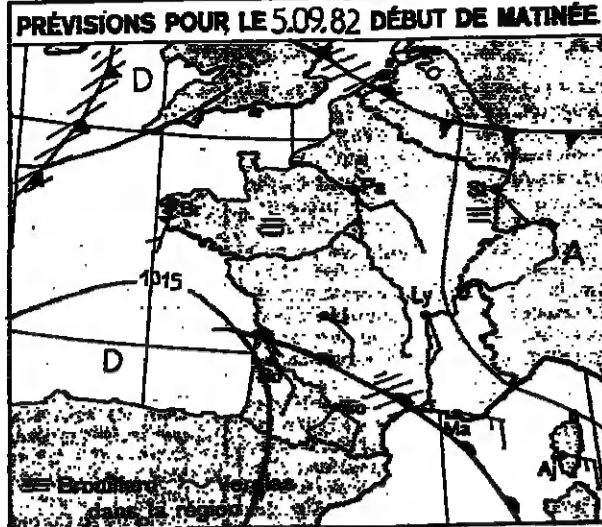
PRESSE

Une camionnette de presse,
transportant des exemplaires du
quotidien dijonnais Les Dépêches, a
été interceptée à Longvic (Côte-
d'Or), dans la nuit du 2 au 3 sep-
tembre. Une vingtaine d'hommes, le
visage dissimulé sous un bas, ont
obligé le conducteur à s'arrêter le
long du canal dans lequel ils ont
bientôt jeté quelque quinze mille
exemplaires du journal.

L'opération, qui n'a pas été reven-
diquée, visait, estiment les services
de police, à protester contre le trans-
fert de l'imprimerie des Dépêches à
Chassieu, près de Lyon. Une plainte
a été déposée par la société Diffu-
sion numéro un, à qui appartient la
camionnette.

ERRATUM. - Le magazine spé-
cialisé Télé-Cinéma Vidéo, dans lequel
Europe 1 vient de prendre une im-
portante participation (le Monde du
4 septembre) n'est pas hebdoma-
daire comme nous l'avions écrit par
erreur mais mensuel.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France
entre le samedi 4 septembre à
0 heure et le dimanche 5 septembre à
24 heures :

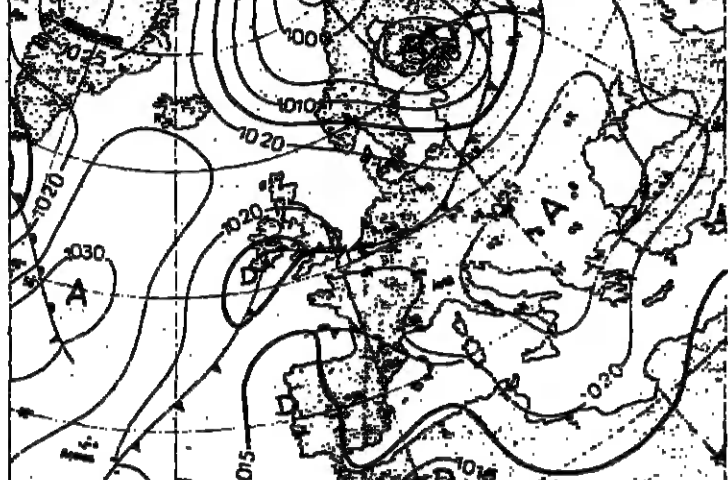
Le champ de pression s'affaiblira sur
l'ensemble du pays. Simultanément, une
zone d'orages, située actuellement sur
l'est de l'Espagne, remontera vers le
nord, tandis qu'une perturbation océa-
nique se décalera vers les côtes de la Man-
che.

Dimanche matin, le temps sera aus-
sieux et très doux avec pluies orageuses
du golfe du Lion au sud du Massif Cen-
tral. Ailleurs, il fera très beau et frais ;
seulement quelques bancs de brouillard
dans le Nord et le Nord-Est. Dans
l'après-midi, les nuages envahiront le
ciel de Bretagne et donneront quelques
pluies, tandis que l'activité orageuse
s'étendra vers le nord du Massif Central
et la vallée du Rhône. Ailleurs, le beau
temps se maintiendra. Les températures
dépasseront 25 degrés sur la plus grande
partie du pays, et même 30 degrés sur le
Bassin aquitain et le Nord-Est. Le vent
soufflera assez fort du sud-est en Médi-
terranée.

La pression atmosphérique réduite au
niveau de la mer était à Paris, le 4 sep-
tembre à 0 heure, de 1002,5 millibars,
soit 751,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre
indique le maximum enregistré au cours
de la journée du 3 septembre ; le second,
le minimum de la nuit du 3 au 4 septem-
bre) : Ajaccio, 26 et 18 degrés ; Biar-
ritz, 23 et 13 ; Bordeaux, 26 et 14 ;
Bourges, 26 et 12 ; Brét, 22 et 11 ;
Caen, 24 et 8 ; Cherbourg, 21 et 11 ;
Clermont-Ferrand, 24 et 13 ; Dijon, 24

et 11 ; Grenoble, 24 et 13 ; Lille, 23 et
8 ; Lyon, 21 et 12 ; Marseille-
Marignane, 31 et 19 ; Nancy, 23 et 8 ;
Nantes, 26 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 29
et 23 ; Paris-Le Bourget, 25 et 8 ; Pau,
25 et 13 ; Perpignan, 29 et 21 ; Rennes,
25 et 9 ; Strasbourg, 23 et 8 ; Tours, 26
et 10 ; Toulouse, 25 et 14 ; Pointe-
à-Pitre, 32 et 23.



Températures relevées à l'étranger :
Alger, 25 et 16 degrés ; Amsterdam, 21
et 12 ; Athènes, 34 et 24 ; Berlin, 21 et
13 ; Bonn, 22 et 7 ; Bruxelles, 22 et 10 ;
Le Caire, 38 et 22 ; Les Canaries, 28 et
22 ; Coppenhague, 19 et 14 ; Dakar, 31 et
24 ; Djibouti, 38 et 25 ; Genève, 22 et 11 ;
Jerusalem, 28 et 17 ; Lisbonne, 34 et
19 ; Londres, 24 et 13 ; Luxembourg, 24
et 8 ; Madrid, 30 et 14 ; Moscou, 17 et
8 ; Nairobi, 23 et 12 ; New-York, 28 et
21 ; Palma-de-Majorque, 25 et 15 ;
Rome, 36 et 22 ; Stockholm, 16 et 8 ;
Tanger, 34 et 23 ; Tunis, 31 et 25.

PARIS EN VISITES -

MARDI 7 SEPTEMBRE
- Les Gobelins, 14 h 30, 42, avenue
des Gobelins, M^{me} Garnier-Ahlberg.
- Crypte de Notre-Dame, 15 heures,
17, quai d'Anjou, M^{me} Penec.
- Hôtel de Lantini, 15 heures,
58, rue de Richelieu (Casse nationale des
monuments historiques).
- Cimetière de Montmartre, 14 h 30,
avenue Rachel, entrée princi-
pale (Approche de l'art).
- Montagne Salate-Genève, 15 heures,
15 heures, métro Cardinal-Lemoine
(Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- La Bourse, 11 h 15, métro Bourse
(P.-Y. Jassot).
- Les vitraux de la Sainte-Chapelle, 15 h,
entrée (Paris et son histoire).
- Le Marais, 14 h 30, métro Saint-
Paul (Résurrection du passé).
- Quartier du Temple, 16 h 30,
métro Temple (M^{me} Kouch-Gain).
- Le Sénat, 15 h 20, rue de Tournon
(Tourisme culturel).
- Le Marais, 14 h 30, 2, rue de
Sévigné (Le Vieux Paris).

DOCUMENTATION - LES POUVOIRS PUBLICS ET L'ARTISANAT

Cet ouvrage est le premier d'une
collection dont les responsables dé-
clarent avoir pour objectif « de mon-
trer comment les problèmes hu-
mains sont examinés par les
pouvoirs publics, comment s'incor-
porent dans le quotidien la réflexion
et l'action politiques ».

Jean Cluzel, sénateur de l'Allier,
qui l'a rédigé explique que « la fonc-
tion publique et l'artisanat sont
deux mondes qui se connaissent peu
et se comprennent mal. Si l'artisanat
paraît épisodiquement jouer de
quelque faveur, la raison en est plus
la nostalgie d'un âge révolu que la
volonté de le faire réellement par-
ticiper à l'activité économique ».

* Librairie générale de droit et de
jurisprudence, 220 p., 55 francs.

Travaux d'élargissement de l'autoroute A6

La société des AUTOROUTES PARIS-RHIN-RHONE rappelle
que les travaux d'élargissement de l'autoroute A6 entre la
bifurcation de Beaune et l'échangeur de Châlon-Nord :

- sur 13 km dans le sens Nord Sud,
- sur 8 km dans le sens Sud Nord,

Pour faciliter l'évitement du chantier dans le sens Nord Sud, un
itinéraire recommandé sera indiqué au départ de l'échangeur de
Beaune et dans le sens Sud Nord au départ de l'échangeur Châ-
lon Nord.

La société des AUTOROUTES PARIS-RHIN-RHONE prie les
usagers de bien vouloir, au niveau du chantier, redoubler de
prudence et d'attention vis-à-vis de la signalisation. Merci.

BREF

**FORMATION
PERMANENTE**
LES STAGES DU CIM. - Le Centre
d'information sur les médias (CIM)
- un des quatre départements du
Centre de formation et de perfec-
tionnement des journalistes
(33, rue du Louvre, 75002 Paris,
tél. : 508-85-71) organise une
centaine de stages pour l'année
1982-1983.

Ces stages s'articulent autour
de six grands thèmes : la com-
munication écrite, la mise en page
des publications et la photogra-
phie, la connaissance des médias,
les applications informatiques
dans la communication, l'im-
pression, la pratique des langues. Ils
s'adressent aux responsables de
journaux d'entreprise, de munici-
palités ou d'associations ainsi
qu'aux chargés de relations avec
la presse et aux personnels des
imprimeries intégrées.

L'enseignement est dispensé
par des journalistes professionnels
sous forme de sessions intensives
(en général de trois à cinq jours)
ou de cours hebdomadaires (ce-
lentier des stages et des cours
sur simple demande).

TRANSPORTS

**TAXATION DES BAGAGES AÉ-
RIENS.** - A compter du 15 sep-
tembre, tout bagage aérien exco-
ditaire par rapport à la franchise
autorisée à l'intérieur de l'Europe,
fera l'objet, quel que soit le trans-

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du
samedi 4 septembre :

- DES DÉCRETS
• Complétant un décret du 6 mai
1982 relatif à la prime d'aménagement
du territoire ;
- Relatif au dédoublement du mar-
ché d'intérêt national de Paris-La Vi-
lette et à la société d'économie mixte de
Paris-La Villette ;
- Modifiant la nomenclature des in-
stallations classées.

porteur utilisé, d'une perception
forfaitaire indépendante du poids,
équivalente à 10 % du tarif le plus
élevé homologué sur la destination
correspondante.

VIVRE A PARIS
LA FOIRE AU TROC. - La Foire au
troc sera organisée à la Défense
(près de Paris) les samedi 11 et
dimanche 12 septembre, de
10 heures à 20 heures. Entrée
libre.

Pour participer à cette foire,
téléphoner au 293-69-84 dès à
présent, de 9 heures à 12 heures
et de 14 heures à 18 heures, tous
les jours, sauf samedi et
dimanche.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75421 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 442 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
533 F 962 F 1 391 F 1 820 F

ÉTRANGER
(par messageries)
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F

II - SUISSE, TUNISIE
386 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les ordres qui paient par chèque
postal (trois virements) voudront bien
joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou
provisoire (deux semaines ou plus) :
nos abonnés sont invités à formuler
leur demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à
toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les noms propres en
capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beauve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie
du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire : n° 57 437.
ISSN : 0026 - 9360.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3269 HORIZONTALEMENT

I. Met dans la gêne après nous avoir donné du plaisir. Ruine. - II. Plus
efficace que la main pour tous saisir. Poteste aux extrémités. Personnel. -
III. Ne risque donc pas d'être appelé. Une manière assez constructive d'agir.
- IV. Ne connaît
plus de haut et de
bas. Utilisé lors d'un
besoin pressant. -
V. Spectacle de la
solitude qui n'est
pas obligatoirement
celui de la désola-
tion (trois mots).
Portée devant les tri-
bunaux. - VI. A
fait prendre de nom-
breuses vestes avec
ses chemises rouges.
Se tire dans l'eau, se
pousse sur terre.
VII. Conjonction. -
VIII. Titre renouvelé.
Ville anglaise. -
VIII. Négatif. Une
espèce de beau par-
leur. Femme du
monde et faiseuse
d'histoires. - IX. Lettres qui ne pas-
sent pas par le facteur. Se font dans
le milieu de la peau. Quelque chose
d'abusif. - X. Position des pieds de
l'homme au repos. Aussi donc des
restes lourds. - XI. Période pré-
sente. Doivent se soustraire pour
arriver à du positif. - XII. Activité
où l'on peut compter sur son second
les yeux fermés. Habitations
royales. - XIII. Convient moins au
demi qu'au complet lorsqu'il est
faux. Conjonction. Un décor qu'on a
envie de planter. Abréviation. -
XIV. Cicatrice végétale. Meneur
d'hommes. - XV. Commence à tout
âge. Un moment à passer. De nos
jours, on n'en croise plus que mon-
chéte.

VERTICALEMENT

I. Ses révélations conduisent tou-
jours à faire des fixations. Prend
notre point par colère. - 2. Tiroc
de l'anonymat. Sombre. - 3. Une
manière de conduire assez cavalière.
Peut tourner à la catastrophe en
avion. - 4. supprime le plaisir au
profit de l'efficacité. - 5. Symbole
chimique. A parfois des réactions
inattendues. - 6. Conjonction. Peut
se dire au rugby (deux mots). Se dit
pour son bien. - 7. Tour pendable.
Se glisse entre les quenottes. Des let-
tres qui classaient. - 8. Pronom.
Pris à « chaud ». On peut la faire
sauter avant de la faire revenir. - 9.
Permet de voir le bon côté des
choses. Peu favorable à la sépara-
tion. Faisait un effet brutal. - 10.
Corps étranger. Famille de Castille.
- 11. Prenait l'air qu'il voulait. Il
quittait volontiers sa chemise noire
contre une brune. - 12. Celui qui la
goûte n'apprécie guère la croûte.
Moins attrayante quand elle siffle que
lorsqu'elle chante. - 13. Entretien
d'excellents rapports avec le milieu
ambiant. Lettres de préavis. - 14.

Mieux pris lorsqu'il est bien relevé.
Comme l'attitude d'un baïlé. - 15. Ar-
ticle étranger. Une balle à se pas-
sionner. Leur fille est souvent regar-
dée, mais pas toujours bien vue. Fait
parties des convives.

Solution du problème n° 3268

Horizontalement
I. Solitaire. - II. Trésor. As. -
III. Aéro-club. - IV. Time. Elon. -
V. Net. Sète. - VI. OL. Es. - VII.
Néo. Prise. - VIII. Chaine. - IX.
Enta. Asti. - X. Ri. Lin. - XI.
Abortive.

Verticalement
1. Stationner. - 2. Oreille. Nis. - 3.
Lerne. Oct. - 4. Isote. Hilo. - 5.
Toc. Spa. IR. - 6. Arles. (Daudet).
Riant. - 7. Utérins. - 8. Rabot. Set.
- 9. Es. Név. Ile.

GUY BROUTY.

COLLOQUES

**PÉDAGOGIE DE L'ENSEI-
GNEMENT SUPÉRIEUR.** - Le Centre
de formation supérieure au mana-
gement organise une session in-
ternationale de formation à la pé-
dagogie de l'enseignement
supérieur avec la faculté des
sciences de l'éducation de l'univer-
sité Laval, à Québec.

Cette session, qui s'adresse à
des enseignants ou à des forma-
teurs appartenant à des institu-
tions de niveau post-secondaire
situées dans les pays franco-
phones d'Afrique et d'Europe, se
déroulera du 8 au 10 septembre
dans le campus de l'Ecole cen-
trale, à Châteaufort-Malabry (92).
* Grande voie des vignes,
92290 Châteaufort-Malabry. Tél. :
660-80-23.

(PUBLICITÉ)

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

B.P. V. 169 ABIDJAN

AVIS D'APPEL D'OFFRES

N° 1 909

I - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES : La Société de télécommuni-
cations internationales de Côte d'Ivoire (INTELCI), société régie
par la loi n° 80 1071 du 13 septembre 1980, lance un appel d'offres
international pour la réalisation du centre de transit téléphonique
international à Abidjan (sous-sol de l'immeuble postal 2001) en
système de communication numérique temporelle.

II - TRAVAUX A RÉALISER : L'ensemble des travaux à réaliser est
détaillé dans le cahier des spécifications techniques.

III - PARTICIPATION A L'APPEL D'OFFRES : L'appel d'offres est
ouvert à la concurrence internationale.

IV - FINANCEMENT : Le projet est financé par la Banque euro-
péenne d'investissement (B.E.I.) au Luxembourg. Les soumission-
naires devront, en conséquence, être agréés par celle-ci.

V - RETRAIT DES DOSSIERS : Les dossiers d'appel d'offres sont
disponibles à la direction générale d'INTELCI, site 2, avenue Tho-
mas, 01 BP 1838 ABIDJAN 01, et pourront être retirés à partir
du jeudi 19 août 1982 tous les jours ouvrables au secrétariat du
directeur général, au troisième étage, contre versement d'une
somme de 150 000 F, payable par chèque ou par mandat-lettre émis
à l'ordre de la Société de télécommunications internationales de
la Côte d'Ivoire.

VI - LES SOUMISSIONS : Les soumissions, rédigées en langue fran-
çaise et les prix établis en francs C.F.A. ou francs, et conformes
au modèle de soumission indiqué dans la deuxième partie des
clauses administratives et financières, devront être envoyées sous
plus recommandées avec accusé de réception ou être remises à la
direction générale de la Société INTELCI (secrétariat du direc-
teur général, troisième étage, INTELCI-CENTER), où elles de-
ront parvenir au plus tard le 28 novembre 1982 à 17 h 30.

VII - OUVERTURE DES PLIS : L'ouverture des plis aura lieu en
séance publique le 29 novembre 1982 à 9 heures, au siège de la
société.

VIII - CAUTIONNEMENT PROVISOIRE : Le cautionnement provi-
soire, fixé à 2 % du montant total de l'offre, devra être remis avec
la soumission.

IX - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES : Pour tous rensei-
gnements complémentaires, téléphoner au 32-49-85, poste 210
(renseignements financiers), ou au 32-55-52, poste 246 (rensei-
gnements techniques).
Toutes informations techniques complémentaires peuvent être
fournies, également, par l'ingénieur-conseil de la société à l'adresse
suivante : FRANCE CABLES ET RADIO, 7, rue du 4-
Septembre, 75002 Paris, téléphone : (331) 296-14-77.

Pour le directeur central des marchés
et p.a., le sous-directeur du service technique,
N. GUSSAN J.-B.

150 من الاموال

AFFAIRES

Imbroglia chez Boussac-Saint Frères

Une assemblée générale des actionnaires et un conseil d'administration de la nouvelle compagnie Boussac-Saint Frères devraient se tenir lundi 6 septembre à Lille. Ils promettent de belles épopées. Motif : la nomination de nouveaux administrateurs et celle d'un directeur général. Le départ de ce poste de M. Georges Jollès (le Monde du 2 septembre) a déclenché une crise ouverte entre le président de la compagnie, M. Meyer, et son principal actionnaire, l'Idi (Institut de développement industriel), représenté par son président, M. Dominique de la Martinière.

Chargé d'arbitrer la querelle, le gouvernement a choisi de temporiser. M. Meyer demeure président du groupe, au moins jusqu'à son prochain exercice, et l'Idi continuera de présider son conseil d'administration. Mais M. Meyer est chargé de dénicher un nouveau directeur général possédant l'expérience du textile. Deux nouveaux administrateurs devraient être également nommés.

En clair, on tente de répartir comme si de rien n'était. Est-ce encore possible ? Le différend opposant l'Idi au président de la nouvelle compagnie ne date pas d'hier. A l'origine du conflit, le statut ambigu de la compagnie Boussac-Saint Frères, renforcé par les fonds publics ou parapublics, sans passer par autant dans le secteur nationalisé. De ce fait, la constitution de son état-major a relevé, dès le départ, d'une double légitimité : celle de l'actionnaire d'une part, l'Idi, institut para-public, d'autre part, pour le gouvernement, dès décembre 1981, de mettre en place une direction générale en même temps que d'élaborer un plan de redressement et de chercher des partenaires industriels. Celle de l'Etat d'autre part, lequel a nommé directement en mars 1982 le président du groupe, M. Meyer.

M. Jollès, choisi, lui, par l'Idi, avait depuis longtemps le dossier en main lorsque M. Meyer prit réellement ses fonctions. L'éphémère directeur général n'avait lui-même pu être nommé président, faute d'avoir obtenu l'adhésion des syndicats, mais il avait largement participé, avec l'Idi, à l'élaboration du plan juridique, financier et industriel de redressement. La symbiose ne pouvait à l'évidence résister qu'à deux conditions : ou bien M. Meyer s'entendait avec M. Jollès, ou bien il acceptait de tenir un rôle de figurant. Ni l'une ni l'autre n'ont été remplies. Entre les polytechniciens sans expérience industrielle et l'homme de terrain sans diplôme prestigieux, le courant n'est pas passé. D'autant que M. Meyer, assis par le goût d'un pouvoir neuf, montre vite qu'il entendait demeurer seul responsable. Le départ de M. Jollès lui donne apparemment l'avantage.

Mais pour combien de temps ? Le groupe reste très fragile. Ayant repris en location-gérance l'ancienne société Boussac-Saint Frères, il ne supporte pas, pour l'instant, les frais financiers : ce qui lui a permis au

premier semestre, l'amélioration des ventes aidant (+ 11 %), d'équilibrer à peu près ses comptes. Mais le second semestre s'annonce plus difficile, compte tenu de la dégradation prévue du climat des affaires et du blocage des prix — lequel lui coûterait près de 40 millions de francs. Il sera difficile d'éviter un nouveau déficit, de 40 à 100 millions de francs, sans doute moindre que celui atteint au cours des années précédentes (plus de 120 millions de francs) mais non moins dangereux. Outre que les capitaux propres de la nouvelle compagnie sont relativement limités, il faudra bien, au terme de la location-gérance, reprendre une partie du passif de l'ancien B.-S.F. (près de 2 milliards de francs) et, pour cela, avoir rétabli au préalable au moins l'équilibre financier.

Le départ de M. Jollès, considéré à tort ou à raison comme un garant de bonne gestion, a ravivé les inquiétudes des fournisseurs et des sociétés d'assurance-crédit. Résultat : le groupe fonctionne quasiment sans crédits fournisseurs, ce qui tend la trésorerie et obère largement les chances de réussite du plan de financement prévu. Faudra-t-il, à court ou moyen terme, consentir de nouveaux apports financiers ? On imagine aisément dans ce cas la réponse des actionnaires (Idi et les banques) ainsi sollicités.

On recherche la perle rare

Pris entre deux feux, les syndicats du groupe et le gouvernement s'efforcent fort embarras. La C.F.D.T., qui se refuse prudemment à se prononcer sur « les hommes en tant que tels », redoute un éclat, faute de solution de remplacement valable. Avant de trouver M. Meyer, rappelle-t-on, les pouvoirs publics avaient écumé sans succès le ban et l'arrière-ban des managers susceptibles d'assumer cette tâche. Tous s'étaient refusés. Les pouvoirs publics, fort partagés sur ce dossier, veulent éviter à tout prix un conflit ouvert avec le président de l'Idi, reconnu dans les fonctions il y a quelques mois, mais ils refusent de renvoyer à M. Meyer des responsabilités dans lesquelles il n'a guère eu encore le temps de faire ses preuves.

Un seul point pourtant fait l'unanimité : un directeur général doué d'une solide expérience est indispensable au sein de la nouvelle équipe de direction de la compagnie. Celle-ci, outre M. Meyer, est en effet composée d'hommes jeunes et pour la plupart étrangers au secteur. A priori, la gérance paraît difficile à tenir. Dans un secteur en déclin, où les très bons managers sont perles rares, il sera fort ardu de trouver l'homme ad hoc, capable à la fois de satisfaire aux exigences professionnelles des financiers de l'Idi, de s'intégrer à l'équipe de M. Meyer sans passer pour un rival dangereux, et d'accepter d'intervenir dans cet imbroglia. « Vous n'avez pas une idée ? » répond un responsable syndical interrogé.

VÉRONIQUE MAURUS.

CONJONCTURE

LA VISITE DE M. JOBERT EN ALGÉRIE

La balance commerciale de la France est devenue fortement déficitaire

De notre envoyé spécial

Alger. — M. Michel Jobert a fait une visite de travail à Alger, jeudi 2 septembre, à l'occasion des Journées françaises de la Foire internationale qui, ouverte le 25 août, s'achèvera le 10 septembre. Le ministre d'Etat chargé du commerce extérieur a rencontré le premier ministre et les ministres du plan et du commerce d'Algérie, avec lesquels il a notamment préparé la prochaine réunion de la commission mixte qui se tiendra les 11 et 12 octobre à Paris.

Une cinquantaine de pays étrangers, capitalistes ou socialistes, sont représentés à ce qui est devenu, au fil des ans, la plus importante exposition industrielle et commerciale de l'Afrique et du Bassin méditerranéen. La participation algérienne compte plus de cent entreprises exposant sous l'égide de neuf ministères, quarante-cinq sociétés nationales représentées individuellement et une quinzaine de firmes appartenant au secteur privé.

De loin la plus importante des participations étrangères (environ un quart du total), la présentation française comporte quatre cents exposants dont la moitié appartient aux industries mécaniques et transformatrices métalliques. Sont, bien sûr, représentés les grands groupes liés présentement ou dans le

passé par d'importants contrats avec l'Algérie, mais, parmi les exposants qui abordent pour la première fois le marché algérien, on note une majorité de petites et moyennes entreprises, souvent installées en province.

L'objectif affirmé de la Foire est la diversification des échanges entre l'Algérie et l'étranger. L'accent a souvent été mis par la presse sur les prestations des pays socialistes. Il reste que les principaux partenaires commerciaux sont les pays capitalistes. En ce qui concerne les clients de l'Algérie, les Etats-Unis arrivent largement en tête avec 40 % des exportations de ce pays en 1981 (ces exportations sont constituées à plus de 95 % par les hydrocarbures). Viennent ensuite, en gros, et à égalité, la R.F.A. et la France, avec 18 % des exportations chacune. En ce qui concerne les fournisseurs, toujours en 1981, la France se maintient largement en tête, avec, approximativement, le quart des importations algériennes. Elle était suivie par l'Italie (environ 14 %), la R.F.A. (plus de 12 %), l'Espagne et le Japon.

Le fait notable en 1982 est l'apparition au débit de la France d'un

important déficit, alors que depuis 1971 la balance française était en excédent — elle a été pratiquement équilibrée en 1981 (— 150 millions de francs). Au cours du premier semestre de cette année, les importations françaises en provenance de l'Algérie se sont élevées à 10 milliards de francs, contre 4 milliards au cours de la même période de 1981 (+ 150 %). Les exportations, elles, sont revenues de 7,1 milliards à 6,2 milliards de francs (— 27 %), soit un déficit de 3,8 milliards (le montant du surplus pour toute l'année 1980).

Il y a plusieurs raisons à ce recul : fin de la réalisation des grands contrats signés il y a quelques années ; manque de compétitivité du fait de la hausse des prix français ; insuffisante agressivité des entreprises françaises ; baisse générale des commandes algériennes, du fait du réaménagement des structures économiques qui a conduit les « donneurs d'ordres » à retarder certaines décisions.

Toutefois, des perspectives de rééquilibrage s'ouvrent à moyen terme. Depuis janvier, des contrats s'élevant au total à 5,5 milliards de francs ont été signés. Ils concernent des affaires représentant chacune au

moins 10 millions de francs. Au cours du premier semestre 1981, le montant total des contrats de cette nature n'était que de 1,3 milliard de francs. Cette année, il s'agit de contrats d'équipement portant sur des projets industriels où la participation française sera parfois de plus de 100 millions de francs. Les résultats apparaîtront dans les échanges seulement en 1983 au plus tôt.

« Du côté algérien, on me dit que l'équilibre se rétablira bientôt », a déclaré M. Jobert au cours d'une rencontre avec la presse, ajoutant : « Ce qui nous intéresse, c'est de savoir comment seront nos rapports dans cinq ans ». Les délais et les garanties d'exécution des contrats ainsi que leur suivi ont été évoqués au cours des entretiens. Les Algériens souhaitent notamment des garanties concernant des contrats relatifs à l'habitat, qui impliquent la participation de nombreuses sociétés françaises, parfois de dimensions modestes. Il s'agit de s'assurer que ces sociétés seront toujours en mesure de tenir les engagements pris.

Le climat est bon, très bon, a dit M. Jobert. Des orientations ont été données par les présidents algérien et français. Maintenant, c'est à nous de mettre les choses en musique. »

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

INDUSTRIE

L'inquiétante dépendance technologique de la France

(Suite de la première page.)

Société de droit français, Dresser-France, a elle aussi, suspendu alors ses travaux de déclaration du 22 juillet, du gouvernement français, affirmant que les contrats signés seraient honorés, n'a pas suffi à faire reprendre la construction des compresseurs. Il aura fallu l'ordre de réquisition de M. Chevènement pour que Dresser-France s'aperçoive qu'elle était d'abord française.

Les multinationales françaises, elles-mêmes, n'ont pas totalement dérogé à cette ambiguïté. Certes, Alsthom-Atlantique — filiale de la C.G.E., nationalisée — et Creusot-Loire, ont toujours affirmé leur intention de suivre les directives gouvernementales. Mais on a senti comme une réticence des dirigeants d'Alsthom, d'avoir à s'éloigner de General Electric, grande soudeuse américaine où la plupart d'entre eux, ont été formés et qui continue à faire figure de modèle.

La dépendance technologique et ses risques — indéniable héritage négatif des gouvernements passés — est la troisième leçon de ce différend euro-américain. Les clauses de certains accords de licence — selon lesquelles les firmes françaises reconnaissent la réglementation américaine — et la nécessité, pour certaines sociétés, de faire venir des composants des Etats-Unis, ont donné des moyens à la politique de la Maison Blanche.

Un triste bilan

Or, la dépendance est particulièrement impressionnante (Le Monde du 10 octobre 1981). Selon les statistiques de la Banque de France, le déficit des transactions portant sur les brevets et les licences, a atteint, en 1981, 2,6 milliards de francs,

pour une dépense totale de l'ordre de 5 milliards. L'électronique, la chimie et l'informatique, représentent près de 73 % du déficit des échanges techniques (brevets et redevances) et ce pourcentage est de 82 %, si l'on tient compte des industries alimentaires parmi lesquelles le déficit propre à l'industrie laitière, compte pour les deux tiers.

Un récent rapport, présenté par M. Saint-Cricq, devant le Conseil économique et social (1), montre que le taux de couverture de la balance « brevets et redevances », est particulièrement faible pour l'informatique (1,35 % seulement, avec 887 millions de francs, dépensés en 1980, pour 12 millions de francs de recettes), pour l'industrie alimentaire (2,8 %), l'électronique (8,7 %) le secteur imprimerie, presse, édition (16 %), la pharmacie (26 %) et la chimie de base (28 %).

Le poids des technologies étrangères est donc élevé et tend même, à s'accroître dans le même temps où le nombre de brevets d'invention déposés, annuellement en France, par des nationaux, décline. De plus de 17 000 par an, entre 1965 et 1968, le nombre de paris a atteint son niveau le plus bas, de 11 000 en 1980 et 1981 et désormais, trois brevets déposés en France sur quatre, sont étrangers. Que l'on compare les dépôts de brevets par habitant ou par unité de produit intérieur brut, la France se trouve ainsi en queue de tous les pays industrialisés, devant seulement la Belgique ; et dans certains secteurs (chimie organique, parachimie, chimie minérale, pharmacie, électronique grand public, textile, bureau) plus de 80 % des brevets déposés sont étrangers.

Ce triste bilan peut être le fondement d'une politique dont les résul-

tats seront sensibles à l'avenir. La forte augmentation des crédits de recherche — dont la corrélation avec les dépôts de brevets est prouvée — dans les deux derniers budgets (1982 et projet pour 1983), prouve que le gouvernement l'a compris.

Mais à court terme, force est de constater que 60 % des dépenses françaises de brevets et licences, vont aux Etats-Unis et que 25 % des brevets étrangers, déposés en France, sont américains. Ce qui limite, indéniablement, l'autonomie de Paris à l'égard de Washington.

Quelle issue

Alors que la volonté européenne d'honorer les engagements contractés à l'égard de l'Union soviétique, ne se dément pas et que la C.I.A., elle-même, reconnaît que les mesures américaines, seront pratiquement sans effet sur les délais de construction du gazoduc, quel peut être l'avenir d'un dossier dont le président de la Commission européenne, M. Gaston Thorn, vient de dire qu'il « a atteint le point où il est dangereux pour toutes les parties de laisser aller les choses ». Les Européens, persuadés de leur bon droit, pourraient être tentés de laisser se dérouler le différend sur le plan contentieux, où déjà certaines sociétés l'ont porté (2). Cela nourrit sans doute de nombreux juristes mais ne règle rien. Si les Français sont persuadés que les mesures américaines d'embargo ne peuvent avoir d'effets rétroactifs — tous les contrats industriels signés par des sociétés européennes avec l'U.R.S.S. étaient antérieures aux décisions du président Reagan — les Américains estiment peu fondée la condition d'intérêt général sur laquelle repose la réquisition de Dresser-France. Intenable, ces actions risquent, en outre, de point aboutir tant les juges — de part et d'autre de l'Atlantique — ont souvent été paralysés devant des actes de souveraineté. Quant au recours à la Cour internationale de justice — qui nécessite l'accord des parties en cause, — il est exclu d'ores et déjà par des Américains peu soucieux de voir la Cour de La Haye contredire la Maison Blanche.

Il faudra donc négocier. L'échec — encore présent dans tous les esprits — du moment de Versailles montre toutefois le caractère périlleux de cet exercice : six des sept pays alors présents ne sont-ils pas touchés par ce différend (puisque le Japon est lui aussi pénalisé par Washington dans sa volonté de développer les gisements pétroliers de Sakhaline) ? Or tous ces pays avaient déjà parié de la vente de technologie et de l'offre de crédits à l'U.R.S.S. La voie est donc étroite tant a été maladroite la politique américaine depuis des mois.

Il ne fait guère de doute que l'aspect financier de la mise en valeur des richesses gazières de l'U.R.S.S. est ce qui touche le plus à cœur les « stratèges » de Washington. Les Soviétiques ne masquent d'ailleurs guère que leur recours à la technologie occidentale a pour but de dégrader plus rapidement des ressources en de-

vices fortes grâce auxquelles ils financeront leur croissance.

Mais ce domaine financier est justement celui où les alliés des Etats-Unis ont déjà fait un effort : le consensus obtenu en juin à l'O.C.D.E. pour aligner l'U.R.S.S. sur les pays les plus riches du globe en matière de crédits et de taux d'intérêt en est la preuve. En outre, la baisse généralisée des taux, si elle se poursuivait, rendrait cette question moins aiguë.

Dès lors que les pays européens n'ont nullement l'intention de ralentir la construction du gazoduc, leurs diplomates devront être particulièrement imaginatifs pour trouver la concession mineure qui permettra au président Reagan de reculer sans perdre la face. Une notion qui — quoiqu'on le dise souvent — n'est pas seulement asiatique.

BRUNO DETHOMAS.

(1) La place et l'importance des transferts techniques dans les échanges extérieurs. 18 mai 1982.

(2) Le dépôt d'un mémoire auprès du département du commerce — effectué par Dresser et annoncé par Creusot-Loire — est le premier stade d'une telle procédure.

ÉTRANGER

En R.F.A.

L'AGGRAVATION DU CHOMAGE S'EST RALENTIE EN AOÛT

Nuremberg (A.F.P.). — Le nombre de chômeurs en R.F.A. a augmenté de 2 % au mois d'août, en chiffres bruts, touchant 1 797 100 personnes et représentant 7,4 % de la population active salariée, contre 7,2 % en juillet, a annoncé le 3 septembre l'Office fédéral du travail. En données corrigées des variations saisonnières, le chômage frappe 1 908 000 personnes, soit 7,6 % de la population active salariée, contre 1 867 000 en juillet (+ 2,2 %).

Cette évolution reflète en fait un ralentissement de la hausse du chômage, puisque, en juillet, son taux d'augmentation, en données brutes, avait été de 6,5 %. L'Office fédéral estime, quant à lui, que le résultat du mois d'août est dû, avant tout, aux réductions conjoncturelles d'effectifs. En août 1981, l'augmentation avait été de 5,5 %.

Les demandeurs d'emploi représentaient, il y a un an, 5,5 % de la population active salariée. Toutefois, sur un an, précise l'Office fédéral, le taux d'accroissement s'est nettement ralenti en août : ainsi, toujours en données brutes, le nombre de chômeurs a augmenté de 508 200 entre août 1981 et août 1982, soit 39 %, au lieu de 41 % entre juillet 1981 et juillet 1982, et 47 % entre juin 1981 et juin 1982.

Affaires

● Agro-alimentaire : Jacobs et Interfood fusionnent. — Les pourparlers entre les deux groupes suisses leaders sur les marchés européens du café, pour Jacobs (Jacques Vabre) et du chocolat, pour Interfood (Suchard, Tobler) (Le Monde des 15 et 16 août), ont abouti, ont annoncé les présidents des deux sociétés, vendredi 3 septembre. Le nouveau groupe s'appellera Interfood, aura son siège à Lausanne et représentera un chiffre d'affaires de l'ordre de 15 milliards de francs français.

Conjoncture

● Yves Gattaz : vingt-quatre mille faillites en 1982. — Le président du C.N.P.F. souffle à la fois le froid et le chaud. Devant un parterre de patrons de la région Midi-Pyrénées, il a déclaré, le 3 septembre à Toulouse, que les mesures annoncées par le ministre de l'Emploi, M. Le Garrec, « allaient dans le sens des demandes formulées par le patronat depuis plusieurs années ». Mais le président du C.N.P.F. a aussi indiqué que, compte tenu des charges nouvelles imposées par le gouvernement, soit

90 milliards de francs, avec notamment l'impôt sur la fortune, « nous irions à un rythme de vingt-quatre mille faillites pour la fin de 1982 ».

Energie

● Une délégation française en Inde pour parler de la vente d'uranium enrichi. — Une délégation française — dirigée par M. Andréani, directeur politique du Quai d'Orsay — se rend en Inde le 6 septembre pour tenter de lever le différend né entre les deux capitales sur les modalités des contrôles qui devraient accompagner la vente française d'uranium enrichi pour la centrale de Tarapur, près de Bombay (Le Monde du 1^{er} septembre). Les Indiens semblent réticents à accepter la thèse française du contrôle des matières livrées au-delà de 1993, date à laquelle arrive à échéance le contrat des Indiens avec les Américains auxquels les Français se substituent.

Étranger

● NORVÈGE
● La couronne norvégienne sera dévaluée de 3 % à compter du lundi 6 septembre 1982, a annoncé le ministre norvégien des finances. Cette

Faits et chiffres

dévaluation intervient un mois après que le gouvernement ait effectué un ajustement monétaire (Le Monde du 3 août) destiné à effectuer les effets de la flambée du dollar sur la couronne norvégienne et qui aboutissait à une dépréciation de 3 % environ de cette dernière.

Social

● Débrayages et incidents chez Talbot à Poissy. — La C.G.T. dénonce le refus de la direction d'appliquer la recommandation de M. J.-J. Dupeyron. Plusieurs débrayages ont été observés et des heurts se sont produits. La C.G.T. accusant « un commando de la C.F.T. - C.S.L. de l'être attaqué à des ouvriers ».

● Vingt-cinq mille places de formation pour les chômeurs de longue durée. — « Nous allons lancer, le 4 octobre prochain, un important programme d'insertion professionnelle des chômeurs de longue durée », a confirmé M. Le Garrec, ministre de l'Emploi, à l'A.F.P. « Le dispositif, qui concernera sept cent mille demandeurs d'emploi, ou chômeurs depuis neuf mois ou un an, vise à développer les placements directs en entreprise, à mieux utiliser les contrats emploi-formation, à

évaluer les aptitudes des chômeurs afin de les diriger vers les stages de formation adéquats. Vingt-cinq mille places seront débloquentes à l'A.F.P. à cet effet. Nous sommes très en deçà de ce qu'il faudrait faire, mais il faut bien commencer. » Retenue des classes : assouplissement des horaires dans les entreprises. — « Chaque année, les parents qui travaillent éprouvent des difficultés pour accompagner à l'école leurs enfants qui abordent la vie scolaire. C'est pourquoi, comme les années précédentes, le C.N.P.F. recommande aux chefs d'entreprise d'accorder, dans toute la mesure du possible, des assouplissements d'horaires le jour de la rentrée des classes 1982, pour donner à celui des deux parents qui le souhaite le temps de conduire leurs très jeunes enfants à l'école. »

● Allocation rentrée scolaire : l'U.D.F. revendique une hausse de 14 %. — Afin de faire face aux difficultés financières d'un certain nombre de familles parmi les plus défavorisées, l'Union des femmes françaises (U.F.F.) revendique une revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire de 14 %, comme pour le complément familial, et son extension à tous les enfants scolarisés.

CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Au-dessus des 900

Pour sa dernière semaine de la semaine, le Dow Jones a fermé à 900,35, en hausse de 12,12 points. Les marchés américains ont été marqués par une nouvelle étape de la hausse, les investisseurs se montrant optimistes quant à l'avenir de l'économie américaine.

Le fait que l'indice Dow Jones ait franchi la barre des 900, a déclenché une série de réactions positives. Les investisseurs ont été encouragés par la perspective d'une nouvelle hausse, les investisseurs se montrant optimistes quant à l'avenir de l'économie américaine.

Alcoa	27 1/2	27 1/2
A.T.T.	27 1/2	27 1/2
Boeing	27 1/2	27 1/2
Chrysler	27 1/2	27 1/2
De Pont de Nem	27 1/2	27 1/2
Eastman Kodak	27 1/2	27 1/2
Exxon	27 1/2	27 1/2
Ford	27 1/2	27 1/2
General Electric	27 1/2	27 1/2
General Motors	27 1/2	27 1/2
Goodyear	27 1/2	27 1/2
I.B.M.	27 1/2	27 1/2
J.P. Morgan	27 1/2	27 1/2
McDonald	27 1/2	27 1/2
Pfizer	27 1/2	27 1/2
Schlumberger	27 1/2	27 1/2
Tesoro	27 1/2	27 1/2
U.S. Steel	27 1/2	27 1/2
Westinghouse	27 1/2	27 1/2
Xerox Corp	27 1/2	27 1/2

LONDRES

Mieux en fin de semaine

Succédant à la fin de la semaine, le marché britannique a été marqué par une nouvelle étape de la hausse, les investisseurs se montrant optimistes quant à l'avenir de l'économie britannique.

Le fait que l'indice FTSE 100 ait franchi la barre des 1000, a déclenché une série de réactions positives. Les investisseurs ont été encouragés par la perspective d'une nouvelle hausse, les investisseurs se montrant optimistes quant à l'avenir de l'économie britannique.

Booster	100	100
Brit. Petroleum	100	100
Charter	100	100
Coca-Cola	100	100
De Pont de Nem	100	100
Eastman Kodak	100	100
Exxon	100	100
Ford	100	100
General Electric	100	100
General Motors	100	100
Goodyear	100	100
I.B.M.	100	100
J.P. Morgan	100	100
McDonald	100	100
Pfizer	100	100
Schlumberger	100	100
Tesoro	100	100
U.S. Steel	100	100
Westinghouse	100	100
Xerox Corp	100	100

FRANCFORT

En légère hausse

Favorisée par la hausse du dollar, le marché allemand a été marqué par une nouvelle étape de la hausse, les investisseurs se montrant optimistes quant à l'avenir de l'économie allemande.

Le fait que l'indice DAX 100 ait franchi la barre des 1000, a déclenché une série de réactions positives. Les investisseurs ont été encouragés par la perspective d'une nouvelle hausse, les investisseurs se montrant optimistes quant à l'avenir de l'économie allemande.

TOKYO

Actif et en hausse

Après un début de semaine calme, le marché japonais a été marqué par une nouvelle étape de la hausse, les investisseurs se montrant optimistes quant à l'avenir de l'économie japonaise.

Le fait que l'indice Nikkei 225 ait franchi la barre des 10000, a déclenché une série de réactions positives. Les investisseurs ont été encouragés par la perspective d'une nouvelle hausse, les investisseurs se montrant optimistes quant à l'avenir de l'économie japonaise.

L'euromarché

Les émissions d'obligations reprennent leur tonus

Cuba vient d'ajouter son nom à la liste croissante des pays incapables d'honorer leurs dettes extérieures, alors que l'Argentine paraît sur le point de le faire. Ces faillites s'ajoutent à celles de 25 milliards de dollars de la Pologne, de 10 milliards de la Roumanie et de 80 milliards du Mexique, vont renforcer l'inquiétude vis-à-vis du système bancaire mondial, d'autant plus qu'il est improbable que la liste s'arrête là. Le Brésil, avec près de 80 milliards de dollars, la Nigeria, avec plus de 10 milliards de dollars, suscitent également l'anxiété ainsi que, évidemment, la dette du Vietnam, encore plus dévastée.

C'est donc sur une toile de fond pessimiste que s'ouvre la semaine prochaine à Toronto l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international. Les autorités responsables comprendront-elles que c'est 100 milliards de dollars qu'il faut réunir afin de prévenir, soit l'effondrement du système bancaire ou le retour au protectionnisme économique ? On peut en douter. Le passé nous a appris que les instances monétaires internationales étaient toujours en retard d'un train. Lorsqu'il fallait 20 milliards de dollars pour amortir la hausse du prix du pétrole il y a près de dix ans, elles pensaient s'en sortir avec quatre fois moins.

Cette situation s'étant régulièrement répétée depuis 1973 a amené la communauté des grandes banques commerciales à suppléer la carence des hautes autorités internationales et laisse aujourd'hui les banques avec un volume de créances insolubles si grand qu'il est susceptible d'ébranler les établissements les plus solides. Déjà, des banques comme la Continental Illinois, la Chase Manhattan ou la Manufacturers Hanover aux États-Unis, voient leur crédibilité atteinte, bien qu'on sache que la Banque centrale américaine, le Fed, interviendrait en cas de coup dur.

Que, malgré l'aide démesurée de l'U.R.S.S., l'impéritie d'un chef d'État, au verbe haut, mais totalement ignorant en matière économique et financière, ait amené Cuba au bord de la faillite, n'est pas pour surprendre. Mais ce qui a choqué les euro-banques c'est la dévaluation avec laquelle la Banque centrale de La Havane leur a demandé de rééchelonner, sur dix ans, toute la dette extérieure cubaine venant à échéance entre maintenant et la fin de 1983. La dette étrangère de Cuba est de l'ordre de 2,5 milliards de dollars. Elle n'est donc pas trop énorme en elle-même.

Néanmoins, on voit mal comment les grandes banques commerciales du monde entier pourraient s'engager sur dix ans, à l'égard d'un pays

dont l'avenir économique est aussi brulant. Ni les Polonais ni même les Roumains n'ont jamais osé considérer des reports d'une telle magnitude.

A l'exception, peut-être, de la Colombie, la dette de toute l'Amérique latine est en question. On ne voit pas comment l'Argentine, qui doit à l'extérieur 39 milliards de dollars et qui va devoir rembourser quelque 12 milliards au cours des douze mois à venir, c'est-à-dire 5 milliards de plus qu'elle ne peut le faire malgré une récolte céréalière excellente, peut éviter de demander un report à la communauté des grandes banques. La Bolivie est, à son tour, affectée par les difficultés de l'Argentine qui n'a pu lui régler, depuis le début du mois de mars, ses importations de gaz. Le Venezuela lui-même est devenu suspect. Sa dette à court terme, qui excède 15 milliards de dollars commence à susciter des craintes. Dans ce dernier cas, ce n'est toutefois pas tellement un problème de solvabilité qui suscite l'anxiété, que la possibilité d'une crise temporaire de liquidités.

Du reste, les raisons à l'origine des difficultés sont très différentes. Le Mexique tout comme la Nigeria, qui doivent leurs dettes à une forte expansion que la baisse du prix et de la consommation du pétrole ne peuvent plus entretenir, conservent une structure économique qui solide par suite, précisément, des réserves en or noir. L'Argentine n'a besoin que d'une autre bonne récolte et de stabilité politique pour rétablir sa situation. Le Brésil, en revanche, qui ne dispose d'aucune ressource énergétique, se voit dans une position plus difficile, d'autant plus que ses exportations sont ralenties par la crise économique mondiale. Quant à Cuba, mieux vaut ne pas en parler puisqu'il n'a pas même pu s'en sortir, alors que l'U.R.S.S. a cessé de lui surpayer ses énormes achats de sucre.

Si le marché est sombre sur le marché des euro-crédits bancaires, il est tout de rose sur celui des emprunts euro-obligataires. Contrairement à ce que certains commentateurs attendaient, le marché international des capitaux a retrouvé, après une brève éclipse, tout son tonus cette semaine. Cinq euro-émissions en dollars et à taux d'intérêt fixe, représentant 450 millions, ont vu le jour, auxquelles il faut ajouter un euro-emprunt à taux d'intérêt variable, d'un montant de 200 millions de dollars.

L'agence du gouvernement canadien, Export Development Corporation, s'est mise en vedette en proposant, à un prix de 99,75, 100 millions de dollars sur une durée

de cinq ans, avec un coupon annuel de 13,25 %, soit le taux d'intérêt le plus bas qu'on ait vu depuis près d'un an. Ceci n'a pas empêché l'émission d'être immédiatement souscrite. Son succès a été confirmé par un cours de 99,75 - 100,25 sur le marché secondaire.

La Bank of Tokyo a également obtenu un brillant résultat avec un euro-emprunt de 100 millions de dollars d'une durée de sept ans, qui sera émis au pair avec un coupon annuel de 13,875 %. Rapidement convertie, l'émission était par la suite offerte avec une prime de 0,50.

Trois emprunts français

Est-ce sa nationalité qui, en revanche, a empêché la compagnie financière de Paribas d'être aussi performante avec son euro-emprunt de 100 millions de dollars à sept ans, lancée avec des termes identiques à ceux de la Bank of Tokyo, c'est-à-dire au pair avec un coupon annuel de 13,875 % ? Malgré l'attribution par l'une des agences spécialisées américaines d'un brillant « AAA » saluant l'excellente santé financière de la holding du groupe Paribas, l'emprunt n'a cessé d'accuser une assez forte décoloration sur le « marché gris » où il se négocie à seulement 98,50-99. Au vu des conditions avantageuses offertes par la Compagnie financière de Paribas et de la qualité reconnue de son crédit sur la scène financière internationale, l'accueil relativement décevant que le secteur du marché en dollars a réservé à cette opération ne peut s'expliquer que par sa réticence à l'égard de la signature française dans son ensemble.

Le marché de l'eurodollar, lui, est en revanche plus accueillant. L'emprunt de 100 millions sur dix ans, lancé vendredi par E.D.F. à partir d'un prix au pair et d'un coupon annuel de 8,875 % s'est tout de suite traité à 99,50-100. Il bénéficie de la garantie de la République française.

Gaz de France a lui aussi été beaucoup plus heureux en sollicitant le secteur de l'euro-marché libellé en couronnes norvégiennes. D'un montant de 100 millions de couronnes et d'une durée de cinq ans, l'emprunt Gaz de France est également garanti par la République française et il est proposé avec un coupon annuel de 13 %. C'est la première fois qu'un débiteur étranger autre qu'un État ou une entité supra-nationale sollicite ce marché, qui n'est pas encore tout fait sorti de l'enfance. Gaz de France a non seulement réalisé une « première », mais aussi une bonne performance, son emprunt ayant de suite soulevé un grand intérêt.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Hausse brutale du métal, faiblesse du franc

Un dollar quelque peu discuté, une hausse brutale de l'or à la suite de l'aggravation de la situation financière des pays d'Amérique latine et un franc français à nouveau atteint de faiblesse, tels sont les événements marquants d'une semaine à nouveau agitée.

Sur le front du dollar, la monnaie américaine a, initialement, poursuivi la reprise amorcée à la fin de la semaine dernière, passant, à Paris, de 6,90 F à 7,02 F mardi 31 août, nouveau record historique. Cette reprise était due à la baisse générale des taux d'intérêt en Europe, qui compense le fléchissement du loyer de l'argent détaché aux États-Unis et contribue à maintenir l'écart de rendement au profit des placements libellés en dollars.

Les jours suivants, le « billet vert » se repliait nettement, revenant à Paris un peu au-dessus de 6,90 F, et à Francfort au voisinage de 2,45 deutschemarks, soit une baisse sensible par rapport aux 2,53 deutschemarks touchés peu avant le 15 août dernier.

Puis, en extrême, à la veille du week-end, la rumeur persistante sur l'institution d'un franc financier à Paris déclenchait des ventes massives de francs, au point que le dollar remontait, brutalement, vendredi, de 6,90 F en début de matinée à 6,98 F en fin d'après-midi. De son côté, le mark battait son record historique à 2,5225 F. Le calcul des milieux financiers internationaux est qu'un franc financier, coexistait avec un franc commercial, comme dans la période 1971-1974, serait immédiatement déprécié d'environ 15 %. Chose curieuse, le dollar-titre, utilisé à Paris pour les transactions sur les valeurs étrangères, dont la surcote atteignait 30 % en juillet dernier à plus de 9 F, rebondit vendredi au voisinage de 8 F, soit 15 % au-dessus du cours officiel.

En haut lieu, en l'absence de M. Delors, en route pour la réunion

du Fonds monétaire international à Toronto, on démentait discrètement, soulignant, comme l'avait fait le ministre le mois dernier, les inconvénients du double marché, se superposant à un contrôle des changes déjà draconien. De fait, l'expérience du franc financier au début de la dernière décennie, qui avait pour but de protéger le franc contre l'afflux de dollars peu désirés, avait été considérée comme désastreuse.

Il n'en reste pas moins que la Banque a dû intervenir à nouveau pour empêcher le franc de baisser et le mark d'atteindre trop vite son cours pivot de 2,8339 F, cours fatidique aux yeux de l'étranger. Déjà, de telles interventions lui ont coûté l'équivalent en devises de 4 milliards de francs pour la semaine du 26 août.

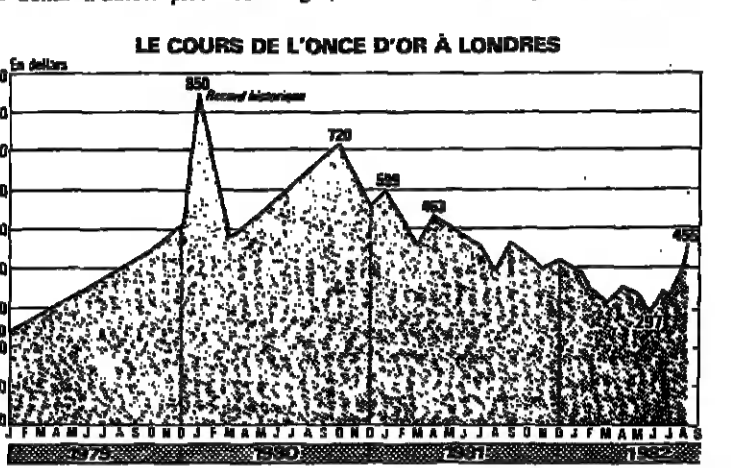
Alors, l'événement a été le déclenchement d'une grave crise au Mexique, où le président Lopez Portillo a nationalisé les banques privées, accusées de « saigner le pays » (22 milliards de dollars ont passé les frontières ces derniers mois), en fait menacées de faillite, et décrété que le dollar n'aurait plus cours légal.

tout en demandant aux États-Unis, et en obtenant d'eux, une aide substantielle pour faire face à des échéances criantes.

Sur le marché de l'or, dans une ambiance déjà chauffée précédemment par le reflux du dollar et des taux d'intérêt, les événements du Mexique ont avivé les craintes de nouveaux « craquements » en Amérique latine (l'Argentine notamment) et provoqué une belle ruée sur le métal jaune, dont le cours passait, en douze heures, d'un continent à l'autre, de 408 dollars à 455 dollars environ, dépassant les 425 dollars du vendredi 27 août et retrouvant le niveau d'octobre 1981.

A la veille du week-end, on apprendait que la compagnie canadienne Dome Petroleum se déclarait hors d'état d'honorer, fin septembre, une échéance bancaire de 1,35 milliard de dollars, tandis qu'une banque du Texas se trouvait en difficulté.

Du coup, les experts qui, en juin, voyaient le cours de l'once, alors à 300 dollars, tomber à 250 ou 200 dollars, pronostiquent une montée rapide à 500 dollars et plus... FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 27 AOÛT AU 30 SEPTEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	SEILL	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	---	---	---	---	---	---	---	---
New-York	1,7336	---	14,3472	47,7236	48,858	2,1887	36,9288	8,8177
---	1,7375	---	14,4988	47,8448	48,9186	2,1164	37,8233	8,8719
Paris	12,8790	6,9788	---	332,69	282,18	14,7046	257,33	5,688
---	12,8828	6,9788	---	331,18	280,38	14,6658	256,28	5,6784
Zurich	3,6386	2,8958	38,8589	---	84,8178	4,4198	77,3498	1,5028
---	3,6313	2,8988	38,7873	---	84,6839	4,4332	77,3787	1,5035
Francfort	4,2885	2,4788	35,4383	117,89	---	5,2109	91,1943	1,7718
---	4,2881	2,4688	35,6638	118,08	---	5,2232	91,3735	1,7755
Bruxelles	82,1442	47,4888	6,8885	22,6252	19,1962	---	17,5084	3,4802
---	82,8968	47,2588	6,8288	22,4876	19,1458	---	17,4935	3,3992
Amsterdam	4,6838	2,7885	38,8486	128,28	109,65	5,7141	---	1,9428
---	4,6928	2,7818	39,0328	128,23	109,44	5,7164	---	1,9431
Milan	2,4158	1,3948	288,00	665,38	564,37	29,4952	514,67	---
---	2,41512	1,39888	288,96	665,87	563,28	29,4778	514,63	---
Tokyo	445,38	257,68	38,5185	127,67	184,04	5,4219	94,8864	6,1843
---	446,81	256,70	37,8961	122,82	184,81	5,4335	95,0388	6,1844

A Paris, 100 yens étaient cotés 2,7120 F le vendredi 3 septembre, contre 2,6957 F le vendredi 27 août.

Marché monétaire et obligataire

La France, timidement...

Après les États-Unis et, pratiquement, l'ensemble des pays européens, la France s'est engagée, timidement, dans la voie, périlleuse pour elle, de la baisse des taux d'intérêt. C'est que la santé du franc laisse toujours à désirer, moins de trois mois après sa dévaluation, que la sortie du blocage des prix s'engage à peine et que la Banque de France hésite à dégarner ses créneaux. M. Jacques Delors, qui, il y a quelques temps, admettait la nécessité d'une « baisse d'un point », a fini par passer à l'exécution le lendemain du week-end du 28-29 août.

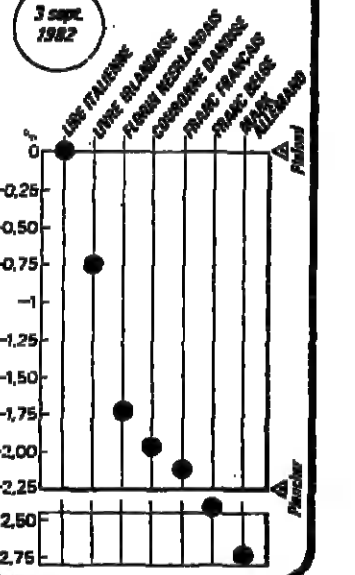
Par conséquent, toutefois, il s'arrête à un quart de point. En conséquence, dès le lundi, la Banque de France ramenait de 14,25 % à 14 % son taux d'intervention, et le loyer de l'argent au jour le jour, fixé à 14,50 % depuis le début d'août, revenait à 14,25 %. Soumis à une forte « incitation », les banques, dès le mercredi, réduisaient leur taux de base à 13,25 % contre 13,75 % (rappelez que la réduction précédente, de 14 % à 13,75 %, remontait au 21 juillet dernier). Comme, depuis cette date, la Banque de France avait fait baisser de 0,50 % le loyer de l'argent sur le marché monétaire (de 14,75 % à 14,25 %), les établissements s'estimaient en droit d'attendre une baisse supplémentaire de 0,25 % dudit loyer. Jeudi, elles obtenaient un « rabais » de 0,125 % (1/8 %) avec un marché monétaire à 14 1/8 %.

Aux États-Unis, où M. Henry Kaufman, le « gourou » bien connu, a pronostiqué un arrêt de la baisse des taux, la Réserve fédérale a empêché le taux de l'argent entre banques, les Federal Funds, de dépasser 11 % en injectant des liquidités. Certains n'excluent pas, toutefois, une remontée provisoire des taux, mettant en avant la révision, en hausse, des estimations pour le prochain déficit budgétaire (155 milliards de dollars contre 145 milliards) et un fort gonflement de la masse monétaire, déjà en augmentation de 1,4 milliard de dollars pour la période précédente. Alors que les experts ne s'attendent, pour la période hebdomadaire se terminant le 25 août, qu'à une modeste augmentation de 200 millions de dollars, les statistiques de la FED publiées vendredi faisaient état d'un accroissement de 1,5 milliard de dollars.

Quant au déficit budgétaire, étant donné que les prêteurs, effrayés par les aventures sud-américaines et autres, se ruent sur les adjudications du Trésor fédéral, il est probable que son financement ne rencontrera guère de difficultés. Du coup, les taux d'adjudication continuent à fléchir.

Sur le marché obligataire français, l'événement de la semaine a été le lancement, au 14 septembre, du troisième emprunt d'État de l'année, pour un montant de 10 milliards de

LES MONNAIES DU SAÏLE : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE



L'AFFAIRE TANASE

Autobiographie d'un espion

Espion, que dis-tu de toi-même ? Il faut l'entendre. Faut-il le croire ? Assurément le personnage central de la troublante affaire Tanase, M. Michel Hédou, alias « Monsieur Z », présentement protégé quelque part en France par les policiers de la D.S.T. n'invente pas tout ce qu'il dit de sa vie. Mais, s'il est volubile, il ne dit pas tout.

Élégant, lunettes dorées, cheveux bruns plaqués que prolonge une barbe rousse, l'homme à la fois docteur, bricoleur, amateur de voyant, cet homme qu'on appelle encore « Monsieur Z » par goût de l'espionnage alors qu'il n'y a plus de mystère sur son identité légale, n'a pas de vie comme si rien n'en devait rester caché. Il est d'une patience professionnelle et sait que la surabondance de détails sert parfois à authentifier un discours inconnu.

Atavisme

Notre homme, comme ne disent plus le services roumains, est né à Bucarest en mai 1943. Son père, Ludovic Hédou, n'a porté ce nom qu'à partir du début des années 50. Auparavant, il s'appelait Hédou. Il a, comme tant d'autres, voulu faire oublier qu'il était juif à une époque où l'antisémitisme d'Etat commençait à faire des ravages. Atavisme : papa est, pendant les dix dernières années de sa vie, l'un des quatre directeurs des services de renseignements. Son fils ne l'apprendra que plus tard. Membre du parti communiste, délégué en 1944 après sept ans de prison, M. Hédou n'est pas un communiste « croyant ». Il le tient de sa propre mère qui fut l'un des pionniers. Mis à l'écart en 1959, Ludovic Hédou aura une satisfaction ultime. En janvier 1981, dit son fils, il est nommé ministre de la construction. Pas de chance : il meurt le lendemain d'un infarctus.

M. Hédou reste seul avec sa mère, Florica (qui avait dix-sept ans à la naissance de son fils), une chrétienne orthodoxe, et son jeune frère, aujourd'hui réfugié en France. M. Hédou fait de bonnes études secondaires dans un grand lycée de Bucarest (« l'équivalent de Louis-le-Grand », dit-il). Après le baccalauréat, il est admis dans une grande école de commerce (« l'équivalent de H.E.C. », dit-il).

D'une précision méticuleuse sur ses débuts dans le « renseignement », il devient, dès que la conversation en vient à une période plus récente, un peu embrouillé, moins convaincant.

Versons cependant à ce dossier, qui n'est pas près d'être clos, ce que « Monsieur Z » a bien voulu nous dire, vendredi, à Paris.

Tout va bien. Jusqu'en 1979, il a alors un premier contact — bien involontaire — avec la D.S.T., le service français de contre-espionnage. « Vous êtes un espion », lui dit-on. « Vous voulez dire, prouvez-le. » On n'y parvient pas, du moins à l'époque. A l'AMRI, il dit à qui veut l'entendre qu'il est injustement suspecté par la D.S.T. On connaît. Il poursuit sa carrière. Elle devient alors très confuse. Il est question de « trafics de pistolets belges par des Palestiniens », d'une « affaire de sucre ». Il dit qu'au début de 1981 les services roumains n'ont plus d'argent dans leurs caisses. Il dit qu'en octobre 1981, s'il a quitté l'AMRI (de son propre chef, mais avec une indemnité de licenciement de 50 000 F) c'est sur ordre des Roumains. On pourrait supposer que c'est plutôt sur ordre de la D.S.T. Il le nie.

1er avril

Que va devenir notre désormais chômeur ? Un tueur, voyons. Le 1er février 1981, M. Michel Hédou est reçu à Bucarest par le général Pistella, chef de la « Centrale », M. Marechal, directeur du renseignement, et M. Badesco, son « officier traitant ». La conversation roule sur les écrits roumains isolés en France. Virgil Tanase a publié, le mois précédent, un article au sujet de la manipulation de la D.S.T. « Quels sont les moyens de la manipuler physiquement ? » demande le général. « Cela ferait un plaisir de former un commando Caennais », lui répond-il. La mission est claire. Claire comme la conscience de l'espion qui n'en dort plus la nuit. Tuer ? « Jamais. » Revenu en France, il cherche à qui s'offrir. Il relève « dans l'annuaire téléphonique » le numéro de la D.G.S.E., ancien SDECE (qui n'y figure pas). Finalement ce sera la D.S.T. Et, le 1er avril 1982 (le 1er avril ?) il prend son « premier contact » pour lâcher le morceau.

On connaît la suite. La D.S.T. « vérifie mes dires pendant deux jours » et met au point le faux enregistrement qui déstabiliserait totalement les services roumains au point que son chef, le général Pistella, n'aurait plus qu'à émigrer à Paris pour sauver sa peau. Les faits des journalistes impatients lèvent trop tôt la voile sur la manipulation de « Monsieur Z » par la D.S.T. Il manquera le « bouquet final » de l'arrivée à Paris d'un général en déroute.

Il manquera aussi dans le récit de M. Hédou, qui changera bientôt de nom, rassurez-vous — quelques éléments précis sur ses rapports avec la D.S.T. « Je n'ai eu avec eux aucun rapport avant le 1er avril ». Ce poisson-là, Monsieur Z, ne nous en veuillez pas si nous ne le croyons pas. Et si nous pensons que la D.S.T. n'a pas mis sept ans à découvrir votre état et n'a pas mis des mois à vous transformer en agent français au service de la déstabilisation d'une ancienne patrie. Mais, pour le reste, quelle histoire ! BRUNO FRAPPAT.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

LES RENDEZ-VOUS SOCIAUX

P.M.E. : un appel au consensus

Assurance-maladie : pas d'accroissement du ticket modérateur dans un premier temps

C'est par un appel — de bon sens — au consensus et par un discours sur la rigueur que les rendez-vous du premier ministre, d'un côté, et de M. Pierre Bérégovoy, de l'autre, se sont terminés vendredi 3 septembre.

Dernier des représentants syndicaux et patronaux à être reçu par le président de la C.G.P.M.E. a tenu un langage simple et direct qui traduit bien la dure réalité des temps de la rigueur d'un côté, et de la nécessité d'un consensus de l'autre. Pour le représentant des P.M.E., on ne peut sortir de la crise actuelle que « si les partenaires sociaux veulent bien donner un coup de main ». M. Bérégovoy, on ne peut sortir de la crise actuelle que « si les partenaires sociaux veulent bien donner un coup de main ». M. Bérégovoy, on ne peut sortir de la crise actuelle que « si les partenaires sociaux veulent bien donner un coup de main ».

Création d'un forfait hôtelier

Décidé à aller de l'avant, très direct avec ses interlocuteurs, M. Bérégovoy les teste sur les moyens de comprimer les dépenses de la protection sociale. Il ne cache pas sa préférence pour une réduction — en fait une moindre progression — des dépenses plutôt qu'une augmentation des cotisations.

Le ministre des affaires sociales a confirmé qu'il envisage de créer « un forfait hôtelier » dans les hôpitaux mettant ainsi à la charge des malades, les frais de repas et de logement : 30 à 40 F par jour avec une franchise sans doute pour les malades. D'importantes économies devaient

aussi être dégagées d'une meilleure gestion des hôpitaux et de l'instauration d'un budget global. Mais, M. Bérégovoy a aussi sondé à nouveau les partenaires sociaux sur l'augmentation du ticket-modérateur, c'est-à-dire la participation plus grande des malades aux frais de santé, quitte à voir ceux-ci s'adresser aux mutuelles ou aux compagnies d'assurances.

M. Teulade, président de la F.N.M.F. qui, déjà en juillet, s'était opposé à l'augmentation de 30 à 35 % du ticket-modérateur, comme cela était envisagé — a obtenu à nouveau de M. Bérégovoy que « dans un premier temps, il ne soit pas touché au ticket-modérateur », mais, le terme de « premier temps » cache mal les objectifs du ministre : toute révision du ticket-modérateur est pour le moment écartée, mais, en raison des sommes importantes qu'il faut économiser, on trouvera par des recettes nouvelles, — 20 à 30 milliards de francs d'ici à la fin 1983 — le ministre n'a pris aucun engagement définitif. Toutes les pistes sont donc ouvertes et M. Teulade s'est aussi opposé à celle qui consiste à faire passer des médicaments dans la liste des produits remboursés à 40 % au lieu de 70 %, comme cela est prévu.

« Hostile à toute instauration d'un système de protection sociale à plusieurs niveaux », qui consisterait à faire de la mutuelle un relais, au risque de pénaliser les plus démunis, M. Teulade a estimé qu'un effort de rationalisation des produits pharmaceutiques pouvait économiser, dans un premier temps, un milliard de francs et que d'autres économies étaient possibles. Il a aussi indiqué qu'un effort contributif des assurés était encore possible notamment par un dédoublement des cotisations et un meilleur alignement des régimes spéciaux sur le régime général.

Le ministre des affaires sociales qui envisage toujours en 1983 — de réviser la méthode de calcul des cotisations pour favoriser les entreprises de main-d'œuvre, va poursuivre ses consultations de la patronat et F.O. — en début de semaine, puis, après la recherche de solutions techniques — avant de présenter, cet automne, un plan pour une meilleure maîtrise des dépenses de la Sécurité sociale.

JEAN-PIERRE DUMONT.

EN AOUT

Le chômage est resté inchangé aux États-Unis...

Washington (A.F.P., A.P., U.P.J.). — Le taux de chômage aux États-Unis est resté inchangé au mois d'août, au niveau de 9,8 % de la population active, le plus élevé qu'il ait enregistré depuis la deuxième guerre mondiale (9,9 % en 1941). Selon le département du travail, le nombre de personnes sans travail a atteint 10,8 millions à la fin août (7,2 millions fin août 1981, soit 7,2 % de la population active). En données brutes, l'emploi a diminué de 210 000 pour revenir à 88,5 millions, le plus bas niveau depuis avril 1979.

« Il n'est pas certain que le chômage ait cessé d'augmenter », estime un économiste du département du travail, car nous enregistrons encore

de nombreux licenciements dans les secteurs de l'automobile et du commerce de détail. Le résultat observé fin août — de nombreux économistes annonçaient que le taux de 10 % serait bientôt atteint — ne doit pas être considéré avec trop d'optimisme, car il prend en compte les variations de l'emploi des étudiants. Depuis juillet 1981, le pourcentage de la population occupant un emploi a baissé de 0,5 à 0,7 %. Les taux de chômage atteignent actuellement 18,8 % pour la population noire (contre 8,6 % pour la population blanche), 14,6 % pour les Américains d'origine hispanique, et 24 % parmi les jeunes (51,8 % pour les jeunes Noirs).

...et a légèrement augmenté en R.F.A.

Nuremberg (A.F.P.). — Le nombre de chômeurs en R.F.A. a augmenté de 2 % au mois d'août, en chiffres bruts, touchant 1 787 100 personnes et représentant 7,4 % de la population active salariée, contre 7,2 % en juillet, a annoncé, le 3 septembre, l'Office fédéral du travail. En données corrigées des variations saisonnières, le chômage frappe un million neuf cent huit mille personnes, soit 7,6 % de la population

active salariée, contre 1 887 000 en juillet (+ 2,3 %).

Cette évolution relative en fait un ralentissement de la hausse du chômage, puisque en juillet son taux d'augmentation, en données brutes, avait été de 6,5 %. L'Office fédéral estime, quant à lui, que le résultat du mois est dû, avant tout, aux réductions conjoncturelles d'effectifs. En août 1981, l'augmentation avait été de 5,5 %.

Les demandeurs d'emploi représentaient, il y a un an, 5,5 % de la population active salariée. Toutefois, sur un an, précise l'Office fédéral, le taux d'accroissement s'est nettement ralenti en août : ainsi, toujours en données brutes, le nombre de chômeurs a augmenté de 508 200 entre août 1981 et août 1982, soit 38 %, au lieu de 41 % entre juillet 1981 et juillet 1982, et 47 % entre juin 1981 et juin 1982.

■ Grève à Orléans. — La presque totalité des soixante-dix assés de piste d'Air Inter à Orléans se sont mis en grève, le 3 septembre, au soir, pour protester contre l'échec de négociations salariales avec la direction. D'après la C.F.D.T., ce mouvement a entraîné un retard de deux heures sur tous les vols. Les assistants de piste sont chargés de conduire les tracteurs qui déplacent les avions sur les parkings et d'assurer les opérations d'entretien au sol. Ils exigent, d'après la C.F.D.T., 4 000 F (net) par mois.

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2. LA SITUATION AU PROCHE-ORIENT ET LES PROPOSITIONS DE M. REAGAN

3. EUROPE

— **POLOGNE** : les autorités sont en plein désarroi devant l'ampleur des manifestations.

4. AMÉRIQUES

— **ARGENTINE** : le P.C. a réuni près de trente-cinq mille personnes pour sa première grande manifestation.

4. ASIE

— **CHINE** : devant le congrès du P.C., M. Hu Yaobang a résumé les conditions d'une normalisation avec l'U.R.S.S.

4. AFRIQUE

POLITIQUE

5. M. Raymond Barre dénonce à la fois l'échec d'ingénierie de la majorité et celui qui est « facilité » à sa victoire.

SOCIÉTÉ

6. DÉFENSE : les restrictions budgétaires.

— **MÉDECINE** : plus de quatre cents personnes intoxiquées par le plomb.

— **SPORTS** : le tournoi de Flushing-Meadow.

CULTURE

7. CINÉMA : l'état des choses, de Wim Wenders, au Festival de Venise.

ÉCONOMIE

11. AFFAIRES : imbroglio chez Boussac-Saint-Frères.

12. Le revues des valeurs.

13. Crédits, changes et grands marchés.

RADIO-TELEVISION (9)

INFORMATIONS

— **SERVICES** : (10) : Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel.

— **Carnet** (10) : Programmes spectacles (10).

La guerre du Golfe

BAGDAD AFFIRME AVOIR « DÉTRUIT » DEUX PÉTROLIERS ET DEUX CARGOS

Les forces aériennes irakiennes ont « détruit », samedi matin 4 septembre, quatre bâtiments, dont deux pétroliers. Croisant dans le Golfe persique, a annoncé un porte-parole militaire de Bagdad cité par l'agence irakienne I.N.A.

Les deux pétroliers attaqués dans la nuit de samedi à dimanche, le Kharg, d'un côté, et le « noir » exporté par l'Iran. Les deux autres cargos détruits ont été en face du port iranien de Bandar-Khromeni, indique l'I.N.A. qui ne précise ni les noms, ni la nationalité des bateaux.

Au mois d'août, l'Irak avait déclaré une zone d'exclusion militaire le long du rivage iranien du Golfe et menacé d'attaquer tout bâtiment qui y pénétrerait. Par la suite, la chaise irakienne avait pénétré à plusieurs reprises l'île de Kharg. Il y a quelques jours toutefois, le vice-ministre iranien du pétrole avait assuré que quatre pétroliers étaient ravitaillés la semaine dernière à Kharg. Dès le mois de juillet toutefois, deux cargos, un grec et un sud-coréen, avaient été touchés dans le canal de Khormouss par l'artillerie irakienne.

PAS D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE A L'A.S. SAINT-ÉTIENNE

MM. Roger Rocher, ancien président de l'Association sportive de Saint-Etienne (A.S.E.), et Pierre Fourmyron, l'un des administrateurs, qui avaient demandé, au nom de huit cent cinquante-quatre membres, la réunion, samedi 4 septembre, de l'assemblée générale du club stéphanois, n'ont pas obtenu satisfaction.

Le président du tribunal de grande instance de Saint-Etienne, saisissant en référé, a déclaré, vendredi 3 septembre, « nul et de nul effet » la convocation de cette assemblée.

Le magistrat a indiqué que celle-ci serait réunie à l'initiative de son président — M. Fléhou — dès que les conditions suffisantes pour l'information des associés auront été rassemblées. Allusion à l'enquête financière en cours auprès du S.R.F.P. de Lyon, à propos de la gestion du club.

LA PUBLICITÉ SUR FR 3

La publicité fera, à partir de janvier 1983, des débuts modestes sur FR 3, avec moins de dix minutes d'antenne — probablement au sept — par jour, soit seulement 1 % du volume enregistré sur les deux autres chaînes ; c'est ce qu'on indiquait, vendredi, au ministère de la communication (nos dernières éditions datées 4 septembre). Elle rapportera à la troisième chaîne 250 millions de francs, soit environ 10 % du total des recettes publicitaires de la télévision, qui augmentent peu de 1982 (2,1 milliards de francs) à 1983 (2,4 milliards de francs).

Cette introduction de la publicité sur FR 3 devrait permettre aux petites et moyennes entreprises de lutter localement contre la concurrence des marques nationales : des tarifs préférentiels seront accordés aux petites annonces qui devront cependant s'adapter à la spécificité de la troisième chaîne, considérée comme plus culturelle, plus jeune, plus civique et moins sportive que les deux autres. Pour FR 3, ces nouvelles ressources financières permettront de créer des émissions régionales, dont la production passera de trente-cinq minutes à une heure par jour.

La prise quotidienne, qui requerra par an 3,8 milliards de francs de publicité (dont 2,7 milliards de francs pour la presse régionale), s'est alarmée de cette innovation. Mais les pouvoirs publics estiment qu'elle n'entraînera pas de préjudice : la publicité enregistrée par Télé-Luxembourg et Télé-Monte-Carlo n'a pas de conséquences pour les journaux locaux français.

Entre temps notre homme a fait carrière. Après avoir été magasinier à Saint-Maur dans une société de commerce d'éponges (il, puis, quelques mois, en 1978, prospecteur-placier pour une compagnie d'assurances, il décroche le bon « job » en entrant à la société Application mécanique de robinetterie industrielle (AMRI), dont le président est M. Jean Croissant. La société cherche un ingénieur, elle le recrute comme simple agent technico-commercial. Il y restera pendant cinq ans fournissant, dit-il, de bons travaux à ses honorables correspondants de Bucarest. AMRI travaille pour l'industrie nucléaire : ça tombe très bien car le Roumain tente de mettre — elle aussi — sur pied une indépendance énergétique fondée sur la construction de centrales nucléaires. Que transmet-il ? Il ne veut pas le dire. Il parle de « vannes », de « fascicules ». Allez savoir...

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.

■ M. Michel Pontkowski, ancien ministre de l'Intérieur, qui s'adressait, le vendredi 3 septembre, aux jeunes Giscardiens réunis au camp de l'été à l'île de la Flèche (Mayenne), a estimé, au sujet de la politique du gouvernement en matière de lutte antiterroriste, que le président de la République « n'avait pas à jouer le rôle du gendarme de Saint-Tropez ». Le président d'honneur du parti républicain a qualifié de « pitié » l'affaire Virgil Tanase.